

1395

**REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES STATISTIQUES**

**DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
DSRP**

RAPPORT PROVISoire

L'équipe de Saint-Louis

**MM. Papa DIA Sociologue
Amadou M. Sow Sociologue**

**Programme des Nations
Unies pour le Développement
(PNUD)**

ANNEES 2001

TABLE DES MATIERES

RESUME ANALYTIQUE	5
PREMIERE PARTIE : PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE	12
I- CONTEXTE GENERAL	12
1-1 Contexte national.....	12
1-2 Contexte régional.....	13
1-3 OBJECTIFS	14
1-3-1 Objectif global.....	14
1-3-2 Objectifs spécifiques.....	14
1-4 Finalité de l'étude	15
1-5 Recension des travaux relatifs à la pauvreté dans la région	16
1-6 Présentation des axes majeurs ou principales hypothèses de recherches des perceptions de la pauvreté	17
1-7 Contexte de la zone d'étude	18
1-7-1 Les potentialités et les contraintes de la zone.....	20
 DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE	 36
2-1 Outils de collecte et d'analyse	38
2-2 Contraintes et difficultés	40
2-3- Les enseignements majeurs de l'étude qualitative de la perception de la pauvreté.....	42
 TROISIEME PARTIE : LES RESULTATS DE L'ETUDE DANS LA REGION DE SAINT-LOUIS	 43
3-1 Les causes de la pauvreté.....	43

3-1-1 Les causes liées aux aspects économiques	44
3-2 Les conditions de vie des populations	48
3-3 Typologie des ménages selon leurs catégories socioéconomiques et la sémiologie populaire	52
3-4 Points de rupture dans le vécu des acteurs : faits structurants et leurs modalités opérationnelles.....	55
3-4-1 Le décès	55
3-4-2 Le Divorce	56
3-4-3 L'émigration.....	57
3-4-4 La déflation	58
3-5 Perception de la pauvreté selon les différentes catégories socioéconomiques.....	59
3-5-1 L'emploi.....	60
3-5-2 La santé	61
3-6 Formes et mécanismes de vulnérabilité, d'insécurité, de risques d'exclusion, de marginalisation.....	62
3-6-1 La Retraite	62
3-6-2 Le Divorce	63
3-6-3 La sécheresse des années 70.....	64
3-6-4 Les programmes d'ajustement structurel	66
3-6-5 Le conflit sénégal-mauritanien de 1989	67
3-6-6 Les réfugiés	68
3-7 Principales tendances du vécu au quotidien des ménages et des acteurs individuels	69

QUATRIEME PARTIE : COMMENT LES ACTEURS REAGISSENT FACE A LA PAUVRETE71
4-1 Les ajustements face à la pauvreté.....	.71
4-1-1 Mode de vie	71
4-2 Les stratégies socioéconomiques des pauvres des autres couches sociales.....	...77
4-2-1 Les autres couches sociales.....	77
4-3 Typologie de la sémiologie populaire relative à la pauvreté et au bien être.....	79
4-4 Analyse du rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté.	81
4-4-1 Le rôle de l'Etat.....	82
4-4-2 Les institutions formelles.....	83
4-5 les principaux impacts des perceptions de la pauvreté sur l'organisation des cités et des villages	85
4-5-1 En zone rurale.....	85
4-5-2 En milieu urbain.....	86
4-6 Actions et stratégies prioritaires dans la planification de réduction de la pauvreté.....	86
4-7 Comment se construisent les perceptions relatives à la pauvreté ?.....	88

CINQUIEME PARTIE : RECOMMANDATIONS	89
5-1 Comment faire pour atteindre les véritables pauvres dans les différents programmes de développement ?	89
5-2 Recommandations générales.....	91
SIXIEME PARTIE : ANNEXES	92

RESUME ANALYTIQUE

Ce travail sur la perception de la pauvreté dans la région de Saint-Louis s'est effectué dans un contexte particulier. Il intervient à un moment où les populations de la région, en milieu urbain comme en milieu rural, sont installées dans un processus de paupérisation continu. La région de Saint-Louis ne bénéficie depuis quelques années que d'une faible part des différents programmes de développement de l'Etat. Exceptées la commune de Saint-Louis et une partie du delta du département de Dagana qui bénéficient des avantages liés à l'implantation de la CSS dans la zone et des aménagements faits par la SAED, les départements de Podor et de Matam sont considérés par les populations comme des laissés pour compte.

La démarche participative utilisée par l'équipe de socioanthropologues a permis de mettre en exergue cet état de précarité et de vulnérabilité de populations de la région de Saint-Louis.

Le manque de travail des populations des villes et l'inexistence des moyens de productions ^{et dans les campagnes} ont été identifiés par les populations comme les réelles causes de pauvreté de la région de Saint-Louis. Cette situation a comme corollaire la dégradation continue des conditions de vie des populations les installant dans un état de précarité inqualifiable. Un certain nombre de variables ont été retenues comme les principaux déterminants de cette pauvreté :

-Le manque de travail

L'inexistence d'infrastructures dans les villes et le manque de moyens de production ^{dans les campagnes} ont été décrites par les populations comme les causes fondamentales de la pauvreté dans la région de Saint-louis. Dans les villes comme dans les villages le chômage est chronique. Les jeunes sont aujourd'hui pris en charge par leurs parents jusqu'après leur mariage même.

En zone rurale où l'agriculture constitue l'activité principale des populations, les paysans sont réduits à de potentiels chômeurs. Ils sont lâchés par la SAED, ils manquent de moyens matériels et financiers pour faire des aménagements individuels, de la cherté des intrants et ils butent sur les conditionnalités très lourdes de la banque difficiles à remplir ; à cela s'ajoute l'enclavement de la zone pour l'écoulement de leurs productions.

Pour régler les difficultés liées à ce secteur, il est nécessaire de faire revenir l'ancien système d'encadrement des paysans , de protéger les producteurs, de diversifier la production agricole, de professionnaliser les agriculteurs et de subventionner l'agriculture.

-La mauvaise volonté politique

Naguère relégués au second plan contrairement au département de Dagana qui constituait le premier pôle d'aménagements ciblés les deux départements (Podor et Matam) souffrent depuis des années d'un enclavement inouï. Pendant les trois mois de l'hivernage ils sont complètement coupés du reste du monde. Les anciens aménagements de la SAED sont presque tous abandonnés aujourd'hui à cause d'un manque d'entretien alors que les nouvelles extensions n'ont pas encore atteint ces deux zones malgré l'installation de la SAED à travers des bases locales. Ce déséquilibre constaté dans les aménagements est lié à la philosophie de départ de la SAED. C'est d'ailleurs ce qu'explique ce technicien de la SAED.

Pour A. N., technicien à la SAED, il faut bien comprendre le rôle et l'action de **la SAED dans la vallée :**

En zone rurale où l'agriculture constitue l'activité principale des populations, les paysans sont réduits à de potentiels chômeurs. Ils sont lâchés par la SAED, ils manquent de moyens matériels et financiers pour faire des aménagements individuels, de la cherté des intrants et ils butent sur les conditionnalités très lourdes de la banque difficiles à remplir ; à cela s'ajoute l'enclavement de la zone pour l'écoulement de leurs productions.

Pour régler les difficultés liées à ce secteur, il est nécessaire de faire revenir l'ancien système d'encadrement des paysans , de protéger les producteurs, de diversifier la production agricole, de professionnaliser les agriculteurs et de subventionner l'agriculture.

-La mauvaise volonté politique

Naguère relégués au second plan contrairement au département de Dagana qui constituait le premier pôle d'aménagements ciblés les deux départements (Podor et Matam) souffrent depuis des années d'un enclavement inouï. Pendant les trois mois de l'hivernage ils sont complètement coupés du reste du monde. Les anciens aménagements de la SAED sont presque tous abandonnés aujourd'hui à cause d'un manque d'entretien alors que les nouvelles extensions n'ont pas encore atteint ces deux zones malgré l'installation de la SAED à travers des bases locales. Ce déséquilibre constaté dans les aménagements est lié à la philosophie de départ de la SAED. C'est d'ailleurs ce qu'explique ce technicien de la SAED.

Pour A. N., technicien à la SAED, il faut bien comprendre le rôle et l'action de la SAED dans la vallée :

Encadré n°1 : les fonctions de départ de la SAED

« L'expérience de la mise en valeur a commencé, dans la région de St Louis, au niveau du Delta du fleuve Sénégal. D'abord il y avait eu des sections pour contrôler la crue au niveau du Sénégal (fleuve). Pendant l'hivernage, on observait un phénomène de crue du fleuve. Ce qui faisait que les zones de cuvette se constituaient en réservoirs d'eau. Les premiers systèmes d'aménagements avaient commencé avec l'exploitation de ces cuvettes.

Avec la création de la SAED en 1965 (société d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta), l'intervention se limitait uniquement dans la zone du Delta. C'est à dire géographiquement parlant entre St Louis et Richard-Toll ou Dagana communément appelée sous le nom de basse-vallée.

Par la suite, la SAED a élargi son domaine d'intervention qui couvre toute la partie sénégalaise de la vallée du fleuve Sénégal. C'est à dire le Delta et la délégation de Podor et de Matam appelée moyenne-vallée.

Ce domaine a de nouveau été élargi au niveau des terres de la Falémé ou délégation de Bakel . Maintenant la terminologie a changé :

- Le Delta qui se situe entre St Louis et Dagana
- La Vallée correspond aux départements de Podor et de Matam
- La Falémé qui correspond au département de Bakel

En 1970 d'ailleurs, la CSS a commencé à exploiter sur les anciennes terres de la SDRS.

Il y avait aussi la MAS (Mission d'Aménagement du Sénégal).

Ces sociétés ont été les pionniers des aménagements au niveau du Delta.

Avec la SAED, on note un développement des aménagements (PIV et PIP) c'est à dire périmètres irrigués villageois et périmètres irrigués privés.

Avec la disponibilité de l'eau douce durant toute l'année à cause du phénomène de l'après barrage, on a constaté une augmentation du nombre de périmètres irrigués privés. Ceci est également dû à la nouvelle politique agricole (NPA) qui facilite l'accès au crédit.

C'est pourquoi au niveau du delta on a noté un accroissement important des PIP qui rend difficile l'évaluation de l'activité agricole au niveau de la vallée. Ce travail a été facilité au niveau de la SAED par l'utilisation des images par satellite avec la comparaison des images en période de crue et en période de décrue. Cette étude montre l'existence d'aménagements regroupant des gens originaires de plusieurs villages.

Cette élucidation montre qu'effectivement la SAED est présente dans tous les trois départements mais que la majorité de ces aménagements sont plus axés dans la zone de Dagana.

Ce qu'il convient de dire c'est que pour faire de la région un réel pôle de développement (Californie du Sénégal), l'Etat est obligé de s'investir davantage dans l'agriculture. En effet l'exploitation des innombrables potentialités disponibles dans la zone permettrait une autosuffisance alimentaire en céréales tout le pays. Il se développe aujourd'hui dans la région plusieurs types de cultures rendu possible grâce aux vastes terres arables, de l'eau disponible en quantité durant toute l'année et des ressources humaines dynamiques avec un savoir et un savoir-faire prouvés. Toutes les conditions sont donc réunies pour faire décoller la région.

Le développement de la région passe également par la valorisation des autres acteurs comme la pêche, l'élevage et le tourisme.

-**la pêche**, avec une mise à terre de 30 à 50 000 tonnes, la pêche est devenue un secteur très dynamique des populations de la région de Saint-Louis. Il est donc important de moderniser la pêche, d'outiller et de sécuriser les pêcheurs par l'octroi de matériels de pêche et de gilets de sauvetage et de régler de manière définitive la question maritime entre le Sénégal et la Mauritanie.

-**l'élevage**, ce secteur est très dynamique dans la région de Saint-Louis si l'on tient compte du nombre important de têtes de bétail existant dans la zone rurale. Mais ce nombre cache d'autres réalités. En effet dans ce secteur vivent des pauvres d'une rare ampleur, c'est le cas de certains peulh du diéri qui ne disposent pas de bétail et qui n'ont aucune autre source de revenu. Les enquêtes ont montré qu'ils sont très misérables et à la limite même

disqualifiés parce qu'ils vivent aujourd'hui une forme d'insécurité alimentaire, sanitaires inqualifiables.

Leurs difficultés sont surtout aggravées par le refus de la banque de leur accorder des crédits. En effet la banque préfère travailler avec des gens disposant d'une garantie sûre comme la terre et n'accepte pas encore le bétail pour une caution sûre. C'est la raison pour laquelle les éleveurs rencontrent d'énormes difficultés pour développer leur produit afin d'élaborer des stratégies de lutte contre la pauvreté dans laquelle ils vivent depuis des années.

-le tourisme, la région de Saint-Louis est devenue depuis dix ans un pôle touristique très important. Le développement fulgurant de ce secteur est lié à ses nombreux sites et centre d'accueil (hôtels, auberges, hospitalité des populations) ainsi que sa proximité avec la Mauritanie. En plus de ses sites touristiques comme le parc de la langue de barbarie et celui des oiseaux de Djoudj, la commune de Saint-Louis est devenue depuis deux ans patrimoine mondial attirant de plus en plus de touristes étrangers.

Outre ce tourisme culturel, se développe à Saint-Louis le tourisme balnéaire avec une vaste plage dégagée qui s'étend sur plus de 5km de Gokhou Mbath au nord à la langue de Barbarie au sud.

La réfection de l'aéroport de Saint-Louis constitue également un avantage touristique non négligeable.

Mais ce secteur est aujourd'hui confronté à un certain nombre de contraintes que sont, l'insuffisance des sites touristiques, la mauvaise volonté politique pour mieux vendre la destination Saint-Louis, la réduction du tourisme à la seule ville de Saint-Louis (exception le parc de Dioudj), le manque de professionnalisme dans le secteur...

Le tourisme favorise tout aussi le développement de certaines maladies comme les IST/Sida du fait des étrangers. Les jeunes filles qui sont confrontées à des difficultés financières sont obligées de s'investir dans le créneau de la prostitution, « les étrangers paient très bien déclarait une jeune prostituée » à Darou .

-l'environnement, les contraintes identifiées dans ce sous secteur rendent davantage pauvres les populations ; elles font face à la surexploitation des ressources forestières, aux feux de brousse, à l'extension des défrichements, au manque de personnel d'encadrement et de moyens logistiques.

L'environnement est aujourd'hui victime des aléas climatiques et de l'hostilité des hommes. Il est détruit au quotidien pour le bien être de l'homme qui souffre en retour de cette destruction. « **L'homme se détruit en détruisant le nature** » avait dit un vieux peulh. A cette situation s'ajoutent les multiples inondations qui constituent d'énormes risques pour les populations. La commune de Saint-Louis ne trouve pas toujours de solution à cette source de vulnérabilité et d'insécurité.

PREMIERE PARTIE : PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE

I- CONTEXTE GENERAL

1-1 Contexte national

Une croissance économique équitablement répartie, associée à la prestation des services essentiels dans les domaines de l'éducation et de la santé peut accroître le revenu des peuples, accélérer la transition vers une baisse de la fécondité et permettre aux pauvres d'investir dans la protection de l'environnement.

Dans cette perspective l'économie sénégalaise a renoué avec la croissance au cours de ces dernières années. Depuis 1995, le PIB a progressé en moyenne de plus de 5%. Les mécanismes et la stratégie de Développement du secteur privé fondamentalement ainsi que l'amélioration du cadre macro économique réglementaire sont à la base de ce bond, de cette performance.

Cependant, l'amélioration des conditions de vie et la réduction substantielle de la pauvreté des populations sont en rade. L'objectif de l'éducation universelle au niveau de l'enseignement primaire n'est pas atteint. Le taux brut de scolarisation se situe encore à 70% alors que le taux global est estimé à 32%.

Les éducateurs de santé sont encore en deçà des normes de l'O.M.S. et l'analphabétisme touche environ la moitié de la population à l'instar des pays africains, le Sénégal s'est donc engagé à réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 conformément aux engagements de Copenhague.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a décidé de produire un **Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)** d'ici la fin Décembre 2001.

1-2 Contexte régional

Depuis plus d'une décennie, le Sénégal appuyé par ses partenaires financiers a mis sur pied un vaste programme de lutte contre la pauvreté. Ce programme scindé en plusieurs sous-programmes (santé, éducation, environnement, etc.) avait pour objet de venir en aide les couches les plus vulnérables du pays.

C'est dans cette optique que les enquêtes sénégalaises sur les ménages, les enquêtes sénégalaises sur les priorités de 1992 ont été réalisées pour mieux identifier les régions les plus touchées par ce fléau. Malheureusement, ces différentes études n'ont pas pu retenir Saint-Louis parmi les régions éligibles.

Pourtant, un bon diagnostic de la situation sociale de la région permettrait une meilleure lisibilité des conditions dramatiques dans lesquelles vivent les populations. Il suffit simplement de voir le développement de certaines tares (la prostitution, les grossesses hors mariage, le nombre incalculable de mendiants) dans la région pour le constater. Ces phénomènes n'étaient jamais connus (ou très rare) dans le milieu halpulaar.

D'ailleurs c'est pour faire face à cette situation de vulnérabilité et de pauvreté que l'Agence de Développement Commune a initié un vaste programme de lutte contre ce fléau dans la commune de Saint-Louis à travers le PRADEQ. L'Agence Régionale de Développement, a également élaboré un Plan Régional de Développement Intégré qui constitue un instrument stratégique de planification pour le développement de la région de Saint-Louis.

1-3 OBJECTIFS

1-3-1 Objectif global

La lutte contre la pauvreté constitue aujourd'hui l'une des priorités de tous les acteurs au développement (Institutions internationales, Etats, ONG, Société civile etc.) ; cette action s'inscrit dans la nouvelle dynamique d'implication des populations dans la définition des nouvelles politiques de développement.

Elle corrobore la nouvelle démarche des bailleurs de fonds et de l'Etat permettant aux pauvres et aux populations d'une manière générale de donner librement leur avis sur la pauvreté : la perception de la pauvreté.

Cette étude a pour objectif principal de rendre compte de la façon dont les populations perçoivent le bien être et la pauvreté ainsi que les manifestations et facteurs déterminants qui commandent dans une large mesure leurs comportements et leurs réactions par rapport aux politiques publiques.

1-3-2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques liés à cette étude sur la perception de la pauvreté consistent à :

-Explorer les avis de la société en général et des pauvres en particulier sur les notions de bien être et de pauvreté, sur les déterminants, les causes et les manifestations de la pauvreté.

-Recueillir et analyser le classement fait par les acteurs selon leur statut social et le genre sur les facteurs déterminants de la pauvreté.

-Rendre compte et analyser les appréciations faites par les pauvres sur les institutions et les services de base (santé, accès à l'eau potable, éducation, sécurité, mobilité etc.)

-Rendre compte et analyser les priorités définies par les pauvres, leurs visions etc.

1-4 Finalité de l'étude

Le travail a pour finalité d'appréhender à travers la perception des populations, les véritables déterminants de la pauvreté au niveau de la région de Saint-Louis. La confection de ce document permet de mettre sur pied un cadre référentiel de stratégie de lutte contre la pauvreté au niveau de la région nord.

Le but visé par le DSRP est de saisir la réalité de la pauvreté sous toutes ses formes pour définir les objectifs et les domaines d'intervention en mettant l'accent sur les résultats qui guident les politiques publiques.

Le travail que nous sommes en train de réaliser permettra d'avoir : (i) un outil de coordination pour impulser le partenariat entre les différents acteurs au développement de la région de Saint-Louis; (ii) un instrument de mobilisation de ressources et de recentrage des actions de développement de l'Etat, assortis d'indicateurs de performance et d'impact ; il permettra à la région de bénéficier des différentes politiques publiques de lutte contre la pauvreté; (iii) un cadre pour un développement communautaire efficace.

Le document régional constituera un élément fondamental dans l'élaboration du «**Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)**» qui servira de support gouvernemental dans les négociations avec les institutions financières internationales. Ce document que le Gouvernement sénégalais s'est engagé à déposer auprès des bailleurs de fonds d'ici décembre 2001 lui

permettra de bénéficier de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

1-5 Recension des travaux relatifs à la pauvreté dans la région

Peu d'écrits traitant spécifiquement de la question de la pauvreté au niveau régional ont été enregistrés. Avec la revue de la littérature, tous les travaux recensés ont été seulement l'œuvre du PRADEQ à travers ses Plans de Développement de Quartiers et de l'ARD qui a initié un Plan Régional de Développement.

Le Programme d'Appui au Développement de Quartier (PRADEQ) a pour cible les quartiers les plus pauvres de la commune de Saint-Louis. Son action vise à aider ces populations à sortir de leur état de vulnérabilité à travers de petits projets de développement (embouche, artisanat, commerce, etc.).

Mis sur pied par l'ADC, le PRADEQ depuis son installation s'est illustré à travers l'élaboration de trois Plans de Développement de Quartiers notamment les quartiers de Diamaguene, Eaux-claires/Diaminar et Darou dans la commune de Saint-Louis. Le critère fondamental d'éligibilité mis en avant par le PRADEQ est celui de la pauvreté. En effet ces trois quartiers sont les plus pauvres de la commune de Saint-Louis (Pikine est selon le PRADEQ éligible mais le retard dans son plan d'aménagement et de lotissement fait qu'il lui est encore difficile de bénéficier d'un PDQ).

Quant à l'Agence Régionale de Développement (ARD), elle est l'organe central qui harmonise les différentes actions de développement de la région. Elle permet aux différentes collectivités locales d'avoir un guide référentiel pour gérer les compétences transférées afin de mieux porter le développement local.

La cellule régionale de lutte contre la pauvreté qui vient à peine de s'installer dans la région (à Saint-Louis), n'a pas encore produit de documents.

1-6 Présentation des axes majeurs ou principales hypothèses de recherches des perceptions de la pauvreté

Trois hypothèses ont été retenues dans le cadre de l'étude sur les perceptions de la pauvreté. .

- La réussite sociale est incarnée par les « waalafendonabé »

Sortir du pays pour aller en Europe a été retenu par les populations comme la seule alternative pour faire face à cette situation de crise. Ces émigrés communément appelés les 3 V (venants de France, venants d'Italie, venants des USA) sont aujourd'hui les propriétaires des 3 V (Voiture, Villa, Verger). En effet ces émigrés reviennent au pays avec des possibilités financières qui leur permettent d'effectuer d'intéressants investissements au sein de leur famille créant ainsi une certaine émulation au niveau des jeunes qui n'ont pas les moyens de quitter le Sénégal. Cette grande envie de sortir du pays est rendue cette expression des jeunes citadins et citadines « **Fii yoruco** » qui signifie littéralement la réussite n'est pas ici.

- La pauvreté dans la région de Saint-Louis est liée à un manque de travail surtout des jeunes.

Le chômage chronique qui sévit en milieu urbain est fondamentalement lié à l'inexistence d'infrastructures socioéconomiques pour employer les jeunes en âge de travailler. Dans les villes comme Saint-Louis, les jeunes, désœuvrés, découragés imputent leur manque de travail à l'inexistence de sociétés ou d'usines dans lesquelles ils pourront travailler et aider leurs parents.

En milieu rural, les difficultés d'accès à la terre, la cherté des intrants et les lourdes conditionnalités des banques ont réduit les producteurs à de potentiels chômeurs. Les jeunes qui ne peuvent pas émigrer passent leur temps à boire du thé, alors que les vieux passent la journée dans les « grands places » ou au marché.

- Dans la région de Saint-Louis, les jeunes vivent la crise mais ce sont les femmes qui la supportent.

En milieu rural comme en milieu urbain, les femmes sont aujourd'hui les principales pourvoyeuses de ressources au niveau des ménages. En effet les hommes se sont déchargés de leurs obligations de chefs de famille alors que les jeunes continuent de vivre un chômage endémique. C'est ainsi qu'on note actuellement dans la région de Saint-Louis une redistribution des rôles comme celui de chef de famille. Les femmes sont au devant de la scène dans les villes comme dans les villages.

1-7 Contexte de la zone d'étude

Saint-Louis constitue l'une des plus vastes régions du pays. Sur le plan administratif, elle compte trois Départements, cinq Communes, dix Arrondissements et 28 Communautés Rurales.

La région administrative de St Louis englobe la majeure partie de la zone agroécologique. Elle correspond sensiblement aux anciennes provinces historiques du Fouta Tooro et du Waalo et couvre une superficie de 44 127km² soit 22,4% du territoire national. (DAT/PNUD 1993).

Quatre groupes ethniques sont identifiés dans la région de Saint-Louis .

Le groupe des Halpulaar qui est majoritaire dans la zone (plus de 57%), constitués de Toucouleurs et Peulhs; ils sont installés principalement dans les départements de Podor, Matam et une partie de Dagana et sont en majorité paysans agriculteurs et éleveurs. Ils sont également très nombreux en Europe en Afrique centrale.

Les Wolofs, plus de 33% de la population locale ; ils sont particulièrement dans le département de Dagana. Leurs principales activités sont le commerce et l'agriculture.

Les Soninkés, surtout dans le département de Matam (3%); c'est une population à fort taux d'émigration.

Les Maures et autres ethnies, ils sont moins représentatifs. Les Maures qui font moins de 1% de la population régionale occupent le long du fleuve sénégal. Depuis l'événement sénégal-mauritanien, leur nombre a considérablement augmenté.

A l'instar des autres régions à Saint-Louis la proportion des jeunes est élevée. En effet selon la DPD/Saint-Louis, les jeunes peuvent être estimés à plus de 57% de la population régionale tous les sexes confondus. L'autre facteur déterminant au niveau de la population est lié au nombre important d'hommes que de femmes malgré le nombre important d'émigrés.

Par ailleurs, il faut également noter, la mauvaise répartition de la population qui reste encore rurale ; mais les difficultés rencontrées dans l'agriculture font que les populations s'installent définitivement ou temporairement dans les centres urbains. Les villes comme Saint-Louis et Richard-Toll occupent plus de 65% de la population urbaine. La ville de Richard-Toll connaît aujourd'hui un véritable boom démographique. Les populations viennent de partout du

pays et de la sous région même. Selon M. Coly, l'Adjoint au Préfet de Dagana, Richard-Toll constitue un Sénégal en miniature.

1-7-1 Les potentialités et les contraintes de la zone

Le secteur des infrastructures

Le cadre d'orientation à la stratégie de transport rural est en cours de finalisation dans le cadre du programme sectoriel des transports et du programme national d'infrastructures rurales (PNIR)

La région de St Louis dispose de voies de communication variées. Le fleuve est navigable pendant l'hivernage de Saint-Louis à Kayes et jusqu'à Bakel pendant la saison sèche. Il est longé par une importante voie routière fonctionnelle durant toute l'année sur plus 500km de Saint-Louis à Bakel. Saint-Louis possède en plus de quatre aéroports. (Saint-Louis, Matam, Richard-Toll, Podor)

De par son réseau routier et communicationnel performant la région de St Louis constitue un pôle d'intégration sous régionale. Elle est frontalière au nord avec la Mauritanie et à l'est avec le Mali.

Saint-Louis dispose également, en plus de la SODISA, de trois grandes unités industrielles que sont la CSS qui participe à hauteur de 60% du budget communal de Richard-Toll, de la SNTI à Dagana et de la SOCAS. Ces deux dernières sociétés de transformation de tomate permettent aux paysans de la vallée de tirer d'importantes ressources financières.

Elles absorbent un fort taux de chômage. Plus de 33% des travailleurs de ces entreprises régionales habitent dans la région (entre Dagana, Richard-Toll et

les villages environs). La CSS emploie un nombre important de paysans durant la récolte de la canne à sucre.

La zone agroécologique du fleuve est la partie septentrionale du Sénégal. Elle est frontalière de la Mauritanie et s'étend de Bakel à St Louis couvrant quasiment toute la partie est et nord du pays en suivant le cours sud est, nord ouest puis est ouest du fleuve Sénégal sur 500 km.

La proximité de la région avec la Mauritanie permet le développement d'un important commercial qui demeure une activité non négligeable des populations locales.

Cependant, il faut reconnaître que les infrastructures dans la région de Saint-Louis sont très limitées:

Le secteur de l'agriculture

La région de Saint-Louis considérée comme la future « Californie » du Sénégal dispose d'importantes ressources exploitables : des ressources en eau inépuisables avec un retour des pluies depuis quelques années, d'immenses terres arables plus de 240 000 ha disponibles et des paysans très dynamiques pour participer au développement du pays.

Région de haute convoitise de par ses innombrables potentialités agricoles, cette zone subit depuis quelques années de nombreuses mutations. Ces transformations socioéconomiques et politiques s'articulent autour de l'idée selon laquelle la région de Saint Louis doit devenir un réel pôle de développement économique et d'intégration sous régionale.

D'importantes quantités de productions agricoles sont récoltées chaque année de la région et les producteurs ne cessent diversifier leurs cultures. Aujourd'hui on cultive dans la vallée en plus des cultures traditionnelles

destinées à l'alimentation, du riz, de la tomate, de l'oignon, de la tomate, etc. C'est la raison pour laquelle se pose de plus en plus dans certaines parties de la vallée (delta, et moyenne vallée) des problèmes d'écoulement de leurs productions.

Cette surproduction dénote encore une fois de plus de la bonne organisation des paysans pour répondre au désengagement brusque de l'Etat du secteur de l'agriculture.

L'agriculture dans la région est aujourd'hui confrontée à de sérieux problèmes dont l'insuffisance des équipements (manque de GMP, insuffisance des aménagements, des rizeries, de pistes de production,...), le manque de soutien de l'Etat et l'insuffisance des moyens des producteurs. Ces difficultés ont pour conséquences directes des inquiétudes, des questionnements des paysans qui se sont installés depuis des années dans un état de paupérisation continue. Leur incapacité à moderniser et à diversifier leurs activités réduit substantiellement leurs productions et provoque la baisse de leurs revenus.

A ces contraintes s'ajoutent, la pression démographique qui réduit chaque année les espaces cultivables, les conditions climatiques défavorables dans certaines zones (Diéri) qui installent les populations de la région dans un état de pauvreté mal maîtrisé.

Le secteur de la santé

Dans la région du nord non seulement les infrastructures médicales sont très limitées (3 hôpitaux dont un seul est réellement opérationnel pour une population d'environ 1 Million d'habitants) mais elles demeurent très mal réparties. Par exemple dans la partie diéri ainsi que dans l'île A Morphil les villages qui disposent de poste de santé se comptent du bout des doigts. A cela s'ajoute la multiplicité des maladies diarrhéiques et d'autres types liées à un manque d'eau potable (dysenteries, bilharziose,).

L'hôpital régional malgré l'insuffisance de ses moyens matériels et humains est devenu aujourd'hui la seule structure régionale disposant d'une capacité d'accueil acceptable pour répondre aux multiples sollicitations des populations. L'hôpital régional Colonel Mamadou Diouf reçoit chaque jour des malades venus de toute la région et de la Mauritanie même.

Le secteur de l'éducation et de la formation/recherche

Dans le secteur de l'éducation et de la formation, la région occupe une bonne place au niveau national, elle est assez bien scolarisée et bénéficie du programme décennal de l'éducation et de la formation (2001-2010) qui est le cadre de mise en œuvre de la politique éducative finalisée.

Pour ce qui est de l'alphabétisation et de la promotion des langues locales, il y a de réelles disparités entre zones urbaines et zones rurales liées à l'insuffisance d'infrastructures éducatives.

Le nombre important d'infrastructures scolaires et universitaire ainsi que les nombreux centres de formation installés dans la zone font de Saint-Louis l'une des régions les plus équipées au niveau national. Elle compte à son actif la deuxième université du pays qui est devenu aujourd'hui un véritable pôle d'intégration sous régionale.

Des centres de formation et de recherche existent également dans la région de Saint-Louis. Ce sont par:

-l'ISRA,

-CIFA

-ADRAO

-l'école des techniciens de l'élevage

La région de Saint-Louis dispose de :

- 8 lycées
- 1 lycée technique industriel André Peytavin de Saint-Louis
- 1Bloc scientifique et technique à Saint-Louis
- et un nombre important de CES et CEM

En ce qui concerne l'alphabétisation, la région est encore à un taux de 21% ce qui montre les importants efforts à déployer surtout au niveau des adultes. Ce taux est encore plus faible dans la zone du diéri où l'on note l'insuffisance de salles de classes et de centres d'alphabétisation.

Concernant le Walo il se pose plutôt un problème de suivi post-alpha, ce qui fait que les alphabétisés restent toujours non fonctionnels après leur formation.

Les contraintes du sous secteur sont ; la faible fréquentation des établissements scolaires surtout en milieu rural, le nombre élevé d'écoles à 1 ou 2 classes et d'abri provisoire, la réticence de certains parents à scolariser leurs enfants, notamment les jeunes filles, la dispersion de l'habitat et la faible densité de la population en milieu rural, le déficit en équipements et en locaux fonctionnels, le manque d'établissement d'enseignement technique et professionnel, le faible revenu des populations.

L'éducation est également victime de la mauvaise volonté politique de l'Etat qui soutient encore mal l'enseignement. " Depuis plus de 10 ans l'Etat n'a construit aucune classe dans la CR de Haouré " déclare le 1er vice Président du conseil rural. Seules les ONG installées dans la région (Plan International, FED, Paul Guérin la Joie) et les partenaires extérieurs (l'Ile Pas de Calais) ont permis à beaucoup de collectivités locales de bénéficier d'infrastructures scolaires.

Cette situation de déficit en infrastructures scolaires deviendra pire parce que devenue aujourd'hui une compétence transférée aux collectivités locales qui sont confrontées à de réels problèmes budgétaires.

Si le manque de moyens et la principale contrainte de certains villages, pour certaines villes comme Matam et Ndioum les populations sont quant à elles confrontées à un manque de moyens financiers pour prendre en charge l'éducation scolaire de leurs enfants.

Le secteur de l'élevage

Le cheptel est très important dans la région de Saint-Louis ; la zone du diéri regroupe l'essentiel du bétail qui constitue pour les éleveurs un patrimoine disponible et une source de revenus sûre.

Le développement de cette activité est rendu possible grâce aux vastes espaces fourragers et aux multiples points d'eau existant dans la zone. Grâce au retour de la pluie, les éleveurs deviennent de plus en plus stables et s'orientent vers la transformation des produits tirés de l'élevage.

Toutefois il faut remarquer que malgré ce dynamisme, le secteur de l'élevage connaît aujourd'hui de nombreuses contraintes liées à :
connaît lui aussi un sérieux problème lié à l'insuffisance des infrastructures (Forages, puits, fourrages, parc de vaccination). Pourtant aujourd'hui

- l'insuffisance des points d'eau surtout dans le diéri pour l'abreuvement du bétail ;
- la rareté des zones de pâturage ;
- le manque de moyens pour mieux développer l'élevage intensif et faire face aux maladies bovines amenées par les troupeaux

venus des pays voisins; les agents vétérinaires sont le plus souvent installés le long de la route et très loin des troupeaux pour les suivre de près ;

- l'insécurité dans la zone du diéri avec les multiples exactions de bandes armées ;
- le manque d'organisation des éleveurs de la région pour mieux défendre leurs intérêts (le gaalé aynaabé existe mais ne fonctionne pas).
- Le manque de moyens de conservation et de transformation des produits laitiers.

La nature des sols, on distingue dans la région deux grandes catégories de sols : les sols du littoral majeur ou Waalo et les sols des terres exondées du Diéri. Entre les deux s'étend une zone plus ou moins marquée par le Djédiogol.

Les sols du Waalo

Ce sont des sols d'origine alluvionnaire plus ou moins régulièrement inondées par les crues du fleuve et qui forment le littoral majeur du fleuve. La nature et les caractéristiques de ces sols varient suivant la toposéquence et les unités physiographiques du littoral majeur.

On considère deux groupes de sols :

Les sols des levées et les sols des cuvettes. La toposéquence de ces sols n'est cependant pas respectée partout dans la vallée, d'une manière distincte.

les sols des levées

Ce sont des sols peu évolués d'apport fluvial et présentant des caractères d'hydromorphie. En saison sèche, la surface de ces sols présente une structure généralement micro-agrégée ou poudreuse, plus grossière vers le bas et surmontée en saison humide d'une crotte de battance imperméable. Ces sols sont constitués de matériaux généralement limoneux, sont durs et cassants lorsqu'ils sont secs et s'effritent aisément en poussière. Ils sont d'assez bonnes potentialités pour les cultures de diversification et sont très peu utilisées en riziculture.

Ces sols des levées constituent 33% des terres irrigables dans la moyenne vallée amont, ils comprennent :

Les falô, sols formés sur les berges des rives convexes du lit mineur du fleuve. Ils ont une texture sableuse à sablo-limoneuse. Ils sont exploités traditionnellement pour le maïs et les cultures maraîchères de décrue et généralement par les femmes;

Les diacrè, sols formés sur les levées dans subactuelles qui bordent le fleuve. Ils sont de texture sablo-limoneuse et sont généralement occupés par les acacias.

Les Fondé, sols des hautes levées dans lesquelles on distingue d'une part, les fondé ranéré ou Fondé blancs de coloration claire, correspondant généralement aux parties exondées en haut de pente avec une texture souvent limono-sableuse et d'autre part, les Fondé balléré ou Fondé noirs (sols de coloration noire foncée), souvent inondés. La texture de ces sols est généralement sablo-argileuse à sable limoneuse.

Les sols de cuvettes

Ils sont composés essentiellement d'argile et d'écantation (40 à 65%) plus ou moins gléifiés. Ce sont des vestisols topomorphes développant une structure pragmatique très grossière avec des fentes de retrait lorsque le sol est sec. Ils comprennent

Les Hollaldé subdivisés en hollaldé balléré, sols très argileux situés dans les parties les plus basses de la cuvette qui ont un très mauvais drainage et se prêtent au mieux à la riziculture irriguée et en Hollaldé ranéré, sols à texture argilo-sableuse, situés dans les parties hautes et en bordure des cuvettes de d'écantation ancienne;

Les Hollaldé Ouaka ou Faux Hollaldé : sols situés dans les parties hautes et en bordure des cuvettes de d'écantation subactuelles. Ils ont une texture argilo-limoneuse et se prêtent à toutes les cultures.

Les sols Hollaldé Ouaka ou faux hollaldé occupent respectivement 36% et 31% du potentiel total de terres disponibles dans la vallée.

Les sols du Diéri

Le Diéri correspond, par opposition au Waalo aux terres bordières du lit majeur du fleuve, lors d'atteintes des crues. Ce sont des sols ischémiques subarides de texture sableuse, formés sur des formations dunaires éoliennes brun-rouge. Ils sont très percolents et supportent toutes les cultures de riz.

La zone de transition Waalo/Diéri ou jeejengol est occupée par des sols de texture sableuse à sablo-argileuse avec des traces de pseudo glyification et des concrétions.

Toutefois il faut souligner que l'importance des terres dans les stratégies d'ajustement des populations pose de sérieux problèmes de gestion foncière. Depuis plus d'une décennie on note à travers le monde rural une certaine

agitation sociale autour de la question foncière. L'affectation des terres de cultures en zone de terroir, de même que les sites d'habitation en milieu rural sont du ressort du conseil Rural mais la loi sur le domaine national dans ses principes permet à tout citoyen habitant la communauté rurale d'accéder à la terre pour la mettre en valeur.

Comprendre les enjeux fonciers pour y apporter une réponse pour le moins consensuelle était à l'origine de différentes rencontres affairant à la question. La complexité du problème et l'inexistence de solution adéquate pour mettre un terme aux multiples conflits qui en découlent ont poussé plusieurs acteurs à se pencher sur la question.

C'est dans cette optique que le gouvernement a commandé une étude pour l'élaboration d'un Plan d'action foncier. Ce document passe en revue les diverses contraintes de gestion foncière et soumet à l'appréciation des autorités et des populations trois options:

Option 1 : statut quo Cette option est le maintien de la loi actuelle sur le domaine national. Cette loi se caractérise par une inaliénabilité du domaine national, la gratuité de l'accès au sol, l'exclusion de toutes formes de spéculation et le rôle central du conseil rural avec la tutelle de l'administration.

Dans la pratique on constate que les oligarchies locales se renforcent et accaparent les portions de plus en plus importantes du domaine national. Ainsi les groupes minoritaires (étrangers) ou faiblement représentés (femmes, jeunes) dans les instances qui distribuent la terre seront exclus. A cela s'ajoute le fait que le principe de résidence ne facilite pas l'accès égalitaire de tous les Sénégalais et favorise la multiplication des antagonismes entre autochtones et résidents d'une même communauté rurale.

Au plan juridique, le statut quo restera marqué par des conflits de compétence et des difficultés d'interprétation de la loi. Il faut signaler que même dans un tel contexte, l'accès à l'appareil judiciaire pour obtenir le règlement en cas de conflits, reste difficile.

Au plan économique, on constate une faiblesse de l'investissement et le gel des affectations suite aux lenteurs constatées dans la mise en valeur des terres affectées.

Option 2 : Privatisation ou option libérale. Cette option se caractérise par la détention d'un droit réel inattaquable et aliénable favorisant ainsi la circulation des richesses. Cette option écarte "le domaine national et suggère une appropriation des terres sur la base d'un marché libre: les terres du domaine vont passer au secteur privé".

De façon implicite elle accepte le principe de l'existence d'un marché foncier et le passage des terres du domaine national vers le domaine privé ainsi que leur immatriculation. En plus il faut que tous les anciens affectataires du Domaine national puissent bénéficier d'un titre foncier après constat de mise en valeur, dès l'application de la réforme.

Elle permet une réelle mobilisation de la terre dans le circuit économique en l'hypothéquant; ce qui pourrait redevenir un inconvénient majeur qui se traduirait par le développement de la spéculation foncière.

Option 3: Amélioration de la LDN ou option mixte, elle se fonde sur l'hypothèse selon laquelle l'Etat peut, à tout moment et sur tous les espaces, immatriculer les biens en son nom en les prélevant sur le Domaine national.

Selon cette productrice rencontrée à Ndioum et qui déclare qu'elle ne participera pas cette campagne 2000-2001. Pour A. MB. Aller dans les aménagements à Ndioum consistent à " Liggey niaty wer am niari sacouy tieb, do am doundou, do am xalis yakh sa dolé " (travailler 3 mois durant pour gagner 2 sacs de riz; tu n'as pas de quoi nourrir ta famille, tu n'as pas d'argent et tu gaspille tes forces pour rien).

Le secteur de l'hydraulique

Les fortes potentialités de la région dépendent en grande partie de la disponibilité de l'eau. Le fleuve Sénégal alimente en eau la partie Walo presque toute la région de Saint-Louis à Bakel sur une distance de plus de 500km, alors qu'on enregistre dans le diéri d'importants points d'eau pour l'approvisionnement des populations et du bétail (forages, puits, mares...)

Par ailleurs, il faut noter que dans toutes les communes de la région existent des installations de bornes fontaines permettant une alimentation en eau en quantité et en qualité des populations

Les difficultés dont souffre le secteur de l'hydraulique dans la région de Saint-Louis sont multiples :

En milieu urbain

Les populations sont confrontées à un manque d'eau répété. Dans certaines villes comme Matam et Semmé il arrive très souvent aux populations de rester deux à trois jours sans avoir de l'eau. En milieu urbain la vente de l'eau (10 à 15f la bassine) constitue pour certaines familles pauvres un véritable problème pour leur alimentation en eau en quantité et en qualité.

Dans certains quartiers péri-urbains comme sor Daga à Saint-Louis, les

populations font chaque jour de longues distances pour chercher de l'eau (500 à 800 m). En effet ces populations d'une rare pauvreté ne sont pas toujours en mesure de payer la quantité d'eau suffisante à leur besoin surtout que la bassine achetée à la borne fontaine à 10 ou 15 f est revendue dans ces quartiers à 25 ou 50 f

En milieu rural

Le problème de l'eau en milieu rural est de deux ordres : il y a d'abord l'insuffisance de l'eau dans les zones éloignées du fleuve. Certaines populations font chaque jour plus de 5 km pour aller chercher de l'eau. Cette situation fait que les femmes et les jeunes passent tout leur temps à chercher de l'eau, ce qui fait que les femmes ne peuvent plus s'occuper des autres tâches domestiques alors que les enfants manquent de temps à consacrer à l'école. La profondeur de la nappe phréatique fait qu'il est presque impossible pour les populations de foncer des puits individuels.

Pour les populations riveraines du fleuve, elles ont des difficultés d'accès à une eau potable. En effet l'eau du fleuve qui est leur principale source d'approvisionnement est chaque jour polluée par les populations (utilisation de produits chimiques, lavage de vaisselle) ; ce qui entraîne le développement de certaines maladies comme la bilharziose, l'onchocercose, maladies diarrhéiques, etc.

Le secteur du tourisme

La région de Saint-Louis est devenue depuis dix ans un pôle touristique très important. Le développement fulgurant de ce secteur est lié à ses nombreuses potentialités comme ses sites et centres d'accueil (hôtels, auberges, hospitalité des populations saint-louisiennes) ainsi que sa proximité avec la Mauritanie. En plus de ses sites touristiques comme le parc des oiseaux de

Djoudj et de la Langue de barbarie, la commune de Saint-Louis est devenue depuis deux ans patrimoine mondial attirant de plus en plus de touristes étrangers.

Outre ce tourisme culturel, se développe à Saint-Louis le tourisme balnéaire avec son vaste littoral dégagé qui s'étend sur plus de 5km de Gokhou Mbath au nord à la langue de Barbarie au sud.

La réfection de l'aéroport de Saint-Louis constitue également un avantage touristique non négligeable

Les contraintes liées au tourisme à Saint-Louis ont pour nom : l'insuffisance des sites touristiques, la mauvaise volonté politique pour mieux vendre la destination Saint-Louis, la réduction du tourisme à la seule ville de Saint-Louis (exception le parc de Djoutj), le manque de professionnalisme dans le secteur...

Le tourisme favorise tout aussi le développement de certaines maladies comme les IST/Sida du fait des étrangers. Les jeunes filles qui sont confrontées à des difficultés financières sont obligées de s'investir dans le créneau de la prostitution, « les étrangers paient très bien » déclarait une jeune prostituée à Darou .

Le secteur de l'industrie

Saint-Louis dispose, en plus de la SODISA, de trois grandes unités industrielles que sont la CSS qui participe à hauteur de 60% du budget communal de Richard-Toll, de la SNTI à Dagana et de la SOCAS. Ces deux dernières sociétés de transformation de tomate et de production de jus permettent aux paysans de la vallée de tirer d'importantes ressources financières.

Plus de 33% des jeunes de la vallée travaillent en temps plein ou comme journaliers dans ces trois entreprises régionales. La CSS emploie un nombre important de paysans durant la récolte de la canne à sucre.

Dans le département de Matam il a été découvert un important gisement de Phosphate dont l'exploitation entraînera tous les autres secteurs de l'économie locale.

Les contraintes liées à ce secteur de l'industrie sont l'insuffisance des infrastructures, (Saint-Louis est l'une des rares chefs lieux de région ne disposant pas d'industrie), le manque d'entités régionales pouvant acheter toute la production des paysans de la vallée, l'inexistence de soutiens conséquents des agriculteurs par les grandes entreprises de la région, etc.

Les produits forestiers

Les ressources forestières dont dispose la région de Saint-Louis sont inépuisables. Avec le retour de la pluie constatée ces dernières, on note de plus en plus une reconstitution de la forêt qui permet de retrouver les espèces sauvages longtemps disparues de la zone à cause de la sécheresse et de l'avancée du désert.

Les produits récoltés de la cueillette permettent aux populations d'avoir d'importantes sources de revenu ; ces produits sont : le jujube ; le pain de singe, la gomme arabique très prisée par certaines firmes nationales (Sotiba, des sociétés alimentaires et pharmaceutiques).

Les difficultés qui bloquent la bonne exploitation des produits forestiers sont entre autres relatives à une mauvaise organisation des producteurs pour mieux valoriser leurs produits, l'exploitation abusive de la forêt pour des besoins sociaux, le manque crucial de moyens logistiques des agents des

eaux et forêts pour surveiller la forêt et la multiplication des feux de brousse souvent causée par des fumeurs inconscients du danger qu'ils peuvent provoquer. Il faut ajouter à cela la faiblesse des moyens des collectivités locales pour prendre en charge la gestion de la forêt qu'elles doivent désormais gérer. Les populations manquent également de dynamisme pour participer à la reconstitution de la forêt à travers le reboisement comme l'installation de ceinture verte.

Le secteur de la pêche

Dans la région de Saint-Louis se développent deux types de pêche : la pêche maritime et la pêche fluviale.

Au niveau de certains quartiers urbains (Sor Diagne à Saint-Louis, Ndioum Walo à Ndioum, Navel et Diamel à Matam) les populations développent la pêche artisanale qui revêt pour eux une importance économique tout à fait capitale.

Ces tioubalo, malgré l'insuffisance de leurs moyens matériels et financiers parviennent à approvisionner en poisson une bonne partie de la population locale.

La pêche motorisée menée particulièrement dans la mer permet une mise à terre très importante au niveau de la région. Saint-Louis compte le grand nombre de pêcheurs du pays. On les retrouve un peu partout dans les zones côtières du pays et à l'étranger (Mauritanie, Libéria, Maroc, Espagne). Leur effectif en RIM est aujourd'hui difficile à dénombrer.

Chaque année ils produisent une quantité de poisson qui varie entre 30 à 50 000 tonnes/ans permettant l'approvisionnement en produits halieutiques de

toutes les régions du pays représentant un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de francs cfa.

Les problèmes que connaît la pêche sont entre autre liés à l'insuffisance des moyens des pêcheurs, la non assistance de l'Etat, la rareté des poissons à cause des grands chalutiers étrangers, le caractère encore artisanal de certains pêcheurs, la réduction du nombre de pêcheurs dans la région (certains préfèrent aller ailleurs d'autres se convertissent simplement dans d'autres activités), l'insécurité en mer, la difficile question maritime entre le Sénégal et la Mauritanie, etc.

DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE

L'étude a été menée au niveau des départements de la région de Saint Louis à savoir Dagana, Podor et Matam.

Tableau1 : les communes enquêtées

Communes	Saint-Louis	Ndioum	Matam	Semmé
Quartiers	Pikine Darou Eaux-claires/ Diaminar	Ndioum diéri Ndioum waalo Ouladoubéri Diédiouba	Navel Tantadji Soubalo	Sinthiou Bala Leeguel Sory Roumndé

Tableau2 : les communautés rurales enquêtées

DEPARTEMENTS	COMMUNAUTES RURALES	VILLAGES
Dagana	Gaé	Gaé Bokhol Méry

Podor	Fanaye Diéri	Fanaye Thiangaye Dégoungueul
Matam	Haouré	Sadatou Walel Sinthiou Walel

Pour le choix des zones d'étude, les résultats préliminaires dans la base de données des villages ont été mis à profit.

En effet, ce document propose des données désagrégées par communauté rurale à l'échelle de tout le pays.

Différentes variables relatives aux services de base sont documentées point d'eau, école primaire, poste de santé, commerce, route.

Nous avons procédé par sommation des scores obtenus par variable afin de faire un classement par moyenne dans chaque région des communautés rurales les plus exposées à la déficience en infrastructure de base.

S'agissant des villages d'enquête, un classement a été effectué par niveau de vulnérabilité selon la perception des personnes, ressources et informateurs clés sélectionnés dans chaque communauté rurale.

Concernant les villages, le même procédé a été adopté pour avoir des informations à l'échelle des quartiers les plus vulnérables dans les villes d'étude.

Toutefois il faut dire que ces données statistiques nous beaucoup aidé dans le choix des sites d'enquêtes, mais elles n'ont pas été les seules déterminantes. En effet, pour mieux conforter nos choix nous avons sur le terrain discuté avec des personnes ressources pour vérifier avec elles la pertinence de ces choix (Gouverneur, DRSP, ARD, ACD, conseillers, chefs et délégués de quartier, PCR,.....).

2-1 Outils de collecte et d'analyse

Plusieurs outils ont été utilisés dans le cadre de l'étude " Perception de la pauvreté " pour recueillir le maximum de données qualificatives. Le recours à des outils participatifs et visuels avait pour objet:

- 1- de collecter des données ;
- 2- d'identifier les problèmes et les solutions possibles ;
- 3- d'amorcer un plan d'intervention et d'action dans les zones éligibles.

Cette série d'outils ne devait en aucune façon être considérée comme un inventaire complet d'outils pour mener une étude sur la pauvreté. En revanche, elle permettait de découvrir diverses manières d'approches dans les études perception de la pauvreté. Il était prévu que outils puissent donner lieu à des informations rudimentaires et provisoires. C'est pour cette raison que d'autres instruments ont été envisagés dans le cadre de cette étude :

le guide d'entretien: il a été utilisé au niveau des personnes ressources durant tout le long de l'étude. L'intérêt de cet outil était de recueillir le maximum d'informations auprès de personnes et de responsables influents dans les zones d'enquêtes.

les focus-group et entretiens : Ces outils étaient utilisés pour discuter le plus rapidement possible avec un groupe homogène . Ils permettaient d'avoir des contacts directs (individuels ou groupés) afin d'avoir le maximum d'informations sur la zone d'enquêtes et de les vérifier surtout durant les focus group. Certaines informations cachées ou omises dans les entretiens individuels se révèlent dans les focus group.

Les biographies: elles avaient pour objet d'appréhender à travers les

histoires de vies d'appréhender la dynamique et le contexte social d'une zone des histoires de vie de certaines populations. La vie des hommes reflète bien la vie sociale. La biographie permet de valoriser les expériences humaines qui permettent plus claire de la société. Les récits et les histoires de vie ont permis à travers plusieurs sources d'informations de comprendre l'évolution de la société en partant de l'individu.

La matrice des revenus et des dépenses : elle devait permettre de voir les principales sources de revenu des populations mais également comment elles organisent leurs dépenses. L'objectif de cet outil était de comprendre si effectivement les populations diversifiaient ou non leurs sources de revenu et si également les populations investissaient dans l'argent qu'elles gagnaient dans des activités rentables ou non rentables. L'outil visait également de comprendre la répartition des revenus et des dépenses selon les sources et le genre.

L'arbre à problèmes : Cet outil avait pour objet de corréler les causes et les effets de la pauvreté de la pauvreté du point de vue des acteurs. En effet avec l'arbre à problème les populations enquêtées parviennent à sortir les principales causes et conséquences de leur état de pauvreté mais également de préconiser des pistes de sortie de crise.

La carte sociale : elle permettait de montrer la structuration de la société, sa composition à travers un certain nombre de critères que sont la richesse, l'ethnie, la caste, la religion, le chef de ménage, l'émigration, etc. Elle permet de comprendre les inégalités sociales existant dans la société.

Le profil institutionnel : il permet d'identifiées les différentes institutions de comprendre leur dynamisme dans la zone d'intervention. L'analyse de chaque institution permet de voir si réellement leurs activités s'inscrivent directement dans les programmes de développement des populations. L'analyse permet

tout aussi de voir si les institutions qui interviennent dans une même zone mènent des actions concertées. Elle permet enfin de voir comment les acteurs locaux participent au développement dans le cadre de la décentralisation.

Etudes de cas des expériences réussies de lutte contre la pauvreté : Pour faire face aux conditions de vie très difficiles, les populations initient diverses expériences pour s'ajuster à la nouvelle situation. Les études de cas permettent de comprendre les initiatives des populations à travers des programmes et des projets pour lutter contre la pauvreté.

Analyse contextuelle : elle vise à comprendre un nombre important de variables comme :

- accès aux services sociaux de base : éducation, santé, eau potable, énergie domestique, transport, etc.
- accès aux ressources : revenus, ressources naturelles, ressources matérielles (équipement domestique, et biens), ressources culturelles, etc.
- accès à l'emploi, au logement, à la sécurité sociale et aux autres formes de mutualité.
- structures sociales : famille, taille du ménage, composition sociale, réseaux mobilisables, pratiques de coexistence et de solidarité, segmentation, réseaux relationnels.

2-2 Contraintes et difficultés

Une étude d'une telle envergure ne pouvait se réaliser sans souffrir de certaines contraintes et difficultés. Elles étaient souvent liées à:

-l'enclavement de la région: c'est la région la plus vaste du pays environs 30 000 km² et d'une population qui fait environ 1 000 000 d'habitants sur une distance de 1100km de Bakel à l'ambouchure. Et pour mieux toucher les différentes sensibilités sociologiques, il était nécessaire pour nous de faire de la triangulation; c'est à dire de diversifier les sources d'informations.

Cette situation d'inaccessibilité est liée à un manque d'infrastructures rurales au niveau de certaines zones comme Ranerou, Mbane et le Dandé mayo à Matam. Dans cette zone quand il pleut les gens sont coupés du reste monde. C'est pourquoi « je prie pour qu'il ne pleuve pas cette semaine ; sinon les paysans ne pourront pas disposer de leurs engrais » (M. A Sow, l'ingénieur-délégué de Matam).

La région de Saint-Louis souffre par endroit d'un réel problème de transport. Dans un même département, il est fréquent de voir des voyageurs faire une journée entière pour aller d'une commune à une communauté rurale. Cette situation est souvent liée au fractionnement des distances par les transporteurs qui cherchent à gagner beaucoup plus d'argent sur ces trajets. Mais il y a également un manque crucial de moyens de transport dans certaines communautés rurales (c'est le cas de Pété).

-La mauvaise période de démarrage de l'étude : le démarrage de l'étude a coïncidé avec le Gamou annuel de Tivaouane qui mobilise un nombre important de la population. La région de Saint-Louis constituant un fief par excellence de la Tariqua Tidjiana. Ce long Week- End avait également coïncidé avec le Pentecôte. Ainsi il a été difficile pour l'équipe de Saint-Louis de démarrer à temps.

2-3- Les enseignements majeurs de l'étude qualitative de la perception de la pauvreté

Beaucoup d'enseignements ont été tirés de cette étude perception. Nous avons acquis plus d'expérience à travers une étude purement qualitative. Sur le terrain les discussions avec certaines personnes ressources ont permis de relever quelques limites de certains chercheurs qui pensent encore que la démarche participative ne permet pas d'aboutir à des résultats fiables.

Au terme de notre étude nous nous conforté dans notre position selon laquelle, la démarche qualitative est aussi valable que celle quantitative parce qu'elle permet d'avoir le maximum d'informations. Elle a l'avantage d'être souple. Elle permet de discuter avec un (ou des) interlocuteur(s) sans le(s) heurter : Par exemple il s'avère très difficile de demander à un Peulh le nombre de bœufs dont il dispose sans l'irriter, la femme Wolof a également le même comportement par rapport au nombre de ses enfants.

Avec la démarche qualitative les populations ont montré une totale disponibilité à répondre à aux différentes questions. Une manière également d'exprimer leur état de pauvreté.

Sur le terrain- et surtout en milieu rural haalpular où il y'avait encore des réticences à parler de tout, les tabous ont été mis au banc. Les populations ont accepté de discuter librement avec l'équipe chargée de travailler dans la région.

C'est pour cette raison, elles ont fourni le maximum d'informations en parlant de leurs conditions de vie et des différentes stratégies qu'elles initient pour lutter contre la pauvreté.

Certes, il n'était pas très facile de travailler sur un thème d'une telle importance. Les populations dans la région de Saint-Louis se trouvent dans

une situation de pauvreté qui nous a poussé à répondre à d'autres préoccupations (les sollicitations, les attentes et les espoirs par rapport à la suite de l'étude). Le contact avec les populations à travers cette étude nous a permis de comprendre directement le degré de pauvreté de la région de Saint-Louis.

TROISIEME PARTIE : LES RESULTATS DE L'ETUDE DANS LA REGION DE SAINT-LOUIS

3-1 Les causes de la pauvreté

Les populations de la région de Saint-Louis vivent une situation de pauvreté à laquelle les décideurs ne semblent pas prendre conscience. Les infrastructures socioéconomiques, hydroagricoles ainsi que le nombre important d'émigrés dans la zone font que les politiques publiques destinées à la lutte contre la pauvre ont toujours exclu Saint-Louis de la liste des régions éligibles.

Et pourtant il y a deux ans certaines zones de la région (Sadatou, Walel, Saldé) ont été déclarées zones à risque par le SEMIC. Cette alerte qui consacre le degré de pauvreté le plus élevé est un indicateur d'une extrême vulnérabilité comme le raconte cette histoire de vie.

Encadré n°2 Histoire de vie d'un père de famille pauvre

D.D. « Moi je suis dans le village depuis 73 ans, mais en 1999, ici à Sadatou nous avons vécu une misère qu'aucun membre de la localité ne sera prêt à oublier. Moi je restais deux à trois jours sans rien mettre dans la bouche. Les enfants qui ne pouvaient plus supporter la faim passent tout leur temps à pleurer. Les animaux affaiblis par le manque de fourrage et des aliments de bétail mourraient en grand nombre. Ne pouvant plus soutenir cette famine, nous avons décidé d'aller voir le sous Préfet de Semmé qui a aussitôt alerté les pouvoirs publics. Nous avons reçu à l'époque 10 ou 15 kg de riz et un paquet de sucre par famille. Mais ho hoo ! c'était inqualifiable, on ne peut le raconter. D'ailleurs, c'est ce qui nous poursuit jusqu'à présent. C'est à partir de cette année que nous avons décidé de nous

regrouper durant les heures de repas pour manger ensemble à la place publique. Mais Dia ala né modji ha féwi...»

Cette histoire racontée amertume par ce vieux Peulh est révélatrice des extrêmes conditions de vie de certaines couches sociales de la région. Il leur arrive très souvent de passer 1 à 2 journée entière sans avoir de quoi manger. Au cours d'un focus-group organisé avec des vieux de 50 à 60 ans dans le quartier de Pikine, un membre de l'assistance a juré que depuis deux jours il n'a pas mangé et que chez lui ils n'ont rien préparé depuis trois jours.

Les principales causes identifiées dans la région durant l'étude ont été cernées à travers deux niveaux :

3-1-1 Les causes liées aux aspects économiques :

Le chômage

Parmi les ménages rencontrés sur le terrain beaucoup lient leur pauvreté au manque de travail des jeunes. Toutes les couches sociales interrogées déclarent que **Liggey mo amoul Ndar**. A Saint-Louis le manque d'infrastructures comme usines, entreprises sociétés qui prennent les jeunes chômeurs n'existent pas. « Ici à Saint-Louis les jeunes, même les mariés sont encore pris en charge par leurs parents » nous a fait part un jeune de 27 ans qui vient à peine de se marier et qui est encore sous la charge de son père

Encadré n°3 récit de vie d'un déçu de l'école

« Je m'appelle Omar Diop, je suis né dans cette maison et je suis dans ma 27^{ème} année (le 30 mai passé 2001).

J'ai abandonné l'école, à l'âge de 19 ans, je faisais en ce moment là la seconde au lycée Charles De Gaulle. Mon père était très fatigué, il n'avait personne pour l'aider, il se réveiller chaque jour de très bonne heure pour aller à Khor ou Bango pour chercher de l'herbe qu'il vendait pour avoir une dépense quotidienne. Cela m'avait vraiment touché et je ne pouvais

plus l'accepter.

A la fin des vacances de Noël, je lui ai dit que je préférais plus aller avec lui chercher de l'herbe que d'aller à l'école. Comme je m'y attendais, sa réaction était qu'il comprenait ma peine mais que je devais continuer mes études, mais ma décision était déjà prise ; et depuis lors chaque matin, je partais avec lui chercher de l'herbe et au retour c'est moi que la vendait au marché de Sor.

L'argent tiré de cette vente (1000 à 1500F) servait de dépense quotidienne à la famille. Nous étions 4 garçons et 5 filles dans la maison tous des jeunes et des jeunes sans soutien. Mon père n'a jamais accepté que mes sœurs aillent travailler comme bonne dans une autre famille. C'était une honte pour lui ; et il nous disait toujours que Niaak dou dakha nianki.

Aujourd'hui je suis encore à la maison et nous vendons de la paille. Chaque deux mois un camionneur nous dépose 100 sacs de pailles que nous vendons et lors de son prochain voyage on prend notre bénéfice et on lui verse le reste de son argent.

*Ce qu'il savoir c'est que **Liggey mo amoul Ndar**. Je me suis marié, il y a un mois et demi et c'est mon père qui a tout fait et je suis que si la situation ne change, il fera la même chose quand je dois un baptiser également ».*

Cette souffrance liée à un manque de travail est également notée au niveau tous les autres jeunes de la région aussi bien dans les villes que dans les villages ; **Rafi e bassal fuddi koy waasde ligey**, disait un agriculteur enquêté à Ndioum, traduit littéralement signifie que la maladie et la pauvreté commencent par le manque de travail.

Les jeunes passent le plus clair de leur temps à boire du thé dans les « grands palaces », cela explique le nombre important de sémiologies adaptées à ce contexte comme Thiayinn, Nietty Normaux en Wolof, Wargoude en Pulaar .

L'agriculture

A cause de sa forte dépendance de l'agriculture, la majorité des paysans de la région de Saint-Louis est devenue une couche très vulnérable et même disqualifiée en mesurant son degré de pauvreté . Elle est liée à un manque de

moyens de production : les paysans ont des difficultés pour accéder aux terres de cultures (aménagements), au crédit, aux intrants, etc. Cette situation est tellement complexe pour les paysans que « **Nango taako opo taako** »

Encadré n°4 récit de vie d'un producteur/ancien membre du CA de la SAED

« M vieux Sow , Doubi bendoudidi, éné tobadno, éné ilatno ; koye diam amene min ngonno. Caddeelé dé poude koye garale barassoudjidi . Lidi natti to amenga,.ngamdoundou ko habousse, safaraokam fawi koye faabadé allah, té kotkikikam ayi. No ndi sifori. .Ndémaka éné héwi tampéré é cadeelé. Leydi ndi SAED wadi aménagé totiminendi, ko sédayal ngati,0,25ha é ko wayi nonou ha 1 ha, éné famdi ngadi ,intrant arani, semences arani, gas-oil arani, éné wondé remboursement CNCAS.Baasal é tempéré diwata do. Houndéndé wayitandé Kono Coudi Mouté,Kaadié Coumbé..Koy takaltipilitan mine ngoni, sowonadoumtan, féréamene niokobina. »

Les difficultés d'accès à la terre

Elles ont été citées comme une cause réelle de pauvreté des populations de la région de Saint-Louis. Ces difficultés sont beaucoup plus ressenties dans les départements de Podor et de Matam. La SAED qui s'était chargée de faire des aménagements gratuits s'est aujourd'hui retirée de cette fonction de service public. Avec le désengagement de l'Etat elle ne joue plus que le rôle de structure d'appui/conseil ; alors que les populations très démunies se trouvent dans l'impossibilité de payer le coût des aménagements excessivement cher (1ha se fait presque à un million de francs cfa).

Le peu de producteurs qui s'activent dans ces aménagements ont à leur disposition des 0,20 , 0,15 ou 0,38 ha à mettre en valeur, ce qui ne permet pas souvent de rembourser leur crédit et de vivre du reste de leurs productions.

Les difficultés d'accès au crédit,

Tous les producteurs intervenant dans le secteur de l'agriculture accusent la banque d'être à l'origine de la gravité de leurs conditions de vie. Selon les personnes enquêtées les banques ne permettent aux paysans de produire. Ils fustigent l'inaccessibilité au crédit dont le taux est jugé encore très élevé (7,5%).

A cette difficulté d'accès au crédit s'ajoute la cherté des intrants ; en effet les producteurs souffrent des difficultés d'accès à l'eau potable et des coûts très onéreux des intrants.

L'élevage

Ce secteur est très dynamique dans la région de Saint-Louis si l'on tient compte du nombre important de têtes de bétail enregistré dans les zones rurales. Mais ce nombre cache d'autres réalités. En effet dans ce secteur vivent des pauvres d'une rare ampleur, c'est le cas de certains peulh du diéri qui ne disposent pas de bétail et qui n'ont aucune autre source de revenu. Les enquêtes ont montré qu'ils sont très misérables et à la limite même disqualifiés parce qu'ils vivent une forme d'insécurité alimentaire, sanitaires inqualifiables.

Leurs difficultés sont surtout aggravées par leur inaccessibilité au crédit. En effet la banque préfère travailler avec des gens disposant d'une garantie sûre comme la terre. La banque n'a pas encore accepté de prendre le bétail pour une caution sûre. C'est la raison pour laquelle les éleveurs rencontrent d'énormes difficultés pour développer leur produit afin de sortir cette pauvreté dans laquelle ils vivent.

L'enclavement

La région de Saint-Louis souffre des contraintes liées à son enclavement. Le diéri est inaccessible à cause de ses longues distances et de ses pistes impraticables surtout en hivernage.

Le walo est la zone la plus difficile surtout du côté du Dandé Mayo (le long du fleuve). Pendant trois à quatre mois les populations de certaines zones du Walo sont coupé du reste du monde.

Dans le diéri comme dans le walo les populations ont d'énormes difficultés à accéder aux infrastructures de base comme la santé, l'école, le marché, l'eau potable. Cette situation de risque, d'insécurité et vulnérabilité les met dans un état de pauvreté insupportable.

L'environnement

Les contraintes identifiées dans ce sous secteur rendent davantage pauvres les populations. Elles font face à la surexploitation des ressources forestières, aux feux de brousse, à l'extension des défrichements, au manque de personnel d'encadrement et de moyens logistiques.

L'environnement est aujourd'hui victime des aléas climatiques et de l'hostilité des hommes. Il est détruit au quotidien pour le bien être de l'homme qui souffre en retour de cette destruction. **« L'homme se détruit en détruisant la nature »** avait dit un vieux peulh.

3-2 Les conditions de vie des populations

L'échec des stratégies de développement causé entre autres par la sécheresse, des années 70, les PAS, le désengagement de l'état, la mal gouvernance fait que la région de Saint-Louis s'installe aujourd'hui dans un état de précarité inouï ; s'y ajoute la responsabilité des populations qui manquent d'initiatives pour valoriser les potentialités locales (attentiste, dépendance, refuge dans la facilité).

Il existe cependant des disparités entre le milieu urbain et le milieu rural et à l'intérieur même de chaque milieu.

En milieu urbain

Même si la pauvreté a atteint la quasi majorité de la population de la région de Saint-Louis, il s'avère nécessaire de catégoriser les différentes zones de vulnérabilité.

Par exemple à Saint-Louis, les quartiers périphériques ou les faubourgs de Pikine, eaux claires / Diaminar et Darou ont atteint un seuil de pauvreté absolu.

Les conditions de vie de ces populations sont ainsi résumées :

- la pauvreté de l'habitat,
- la promiscuité,
- l'insécurité,
- la prostitution,
- le manque d'éclairage,
- le manque de lotissement,
- l'insuffisance des infrastructures sanitaires,
- un taux de chômage inouï,
- un fort taux d'abandon scolaire,
- l'inexistence de canalisation,
- l'insalubrité,
- l'installation dans les zones inondables,
- l'inexistence d'espaces publics,
- l'inexistence de systèmes d'évacuation d'eau,
- l'inexistence de systèmes de gestion des ordures ménagères,
- le non accès à l'eau potable et
- une démographie mal contrôlée (le lit du pauvre est toujours fécond)

Par contre dans le quartier nord les populations sont plutôt confrontées à un manque de moyens financiers pour se prendre en charge.

Cette incapacité les empêche d'assurer leur prise en charge alimentaire et sanitaire ainsi que leur accès aux NTIC

Quant au quartier populaire des pêcheurs de Guet Ndar les populations butent sur l'étroitesse de leur habitat ; Le quartier a des difficultés pour s'étendre parce que coincé entre le fleuve et la mer. Les principales contraintes dont souffrent ces populations sont :

- la démographie galopante,
- la promiscuité,
- l'inexistence de latrines,
- le manque de canalisation,
- le non-lotissement,
- L'occupation anarchique de l'espace,
- la pollution,
- l'absence de pharmacie
- l'absence de centres de santé,
- l'inexistence d'espaces publics,
- l'inexistence de systèmes de gestion des ordures ménagères
- l'insalubrité

En milieu rural

Le milieu rural se caractérise par une dégradation continue des conditions de vie des populations. Cette dégradation se manifeste par :

- l'inexistence de sources de revenus,
- un manque de soutien familial,
- l'effondrement de liens de solidarité,

- le manque de terres cultivables,
- la disparition des valeurs culturelles,
- le fort taux d'émigration,
- l'exode rural,
- les difficultés d'accès à l'éducation,
- les difficultés d'accès aux soins de santé,
- les difficultés d'accès à la formation,
- l'absence d'économie,
- le manque d'eau potable,
- le manque de forages,
- la vétusté des forages,
- le manque de moyens pour développer l'agriculture et l'élevage,
- la rareté des produits de pêche,
- l'insuffisance des aménagements hydro-agricoles,
- l'enclavement,
- l'absence des moyens d'évacuation des ordures,
- la difficulté de commercialisation des produits agricoles,
- les difficultés de conservation de la production agricole,
- la sous alimentation des populations,
- les maladies graves,
- les difficultés d'accès aux crédits,
- le manque d'organisation et d'initiatives de la population-

Dans les communes de Matam et de Ndioum considérées comme des zones rurales de par les comportements et les modes de vie qui s'y développent les variables qui déterminent les conditions de vie des populations sont:

- la promiscuité,
- le délabrement de l'habitat,
- le chômage,
- la prostitution,

- la drogue,
- l'insécurité,
- la déperdition scolaire,
- l'inexistence de cadres d'épanouissement et de loisirs,
- la disparition des cultures de décrue imputables aux barrages et
- l'isolement

3-3 Typologie des ménages selon leurs catégories socioéconomiques et la sémiologie populaire

L'étude sur le terrain nous a permis d'identifier principalement trois types de ménages au niveau de chaque milieu d'études. Ces ménages ont été classés sur la base d'un certain nombre de critères tels que la capacité des acteurs à assurer leur survie, à faire face à leurs difficultés, leurs possibilités matérielles et financières comme compte bancaire, terre, titre foncier, etc.

Ce choix s'est également basé sur la catégorisation faite par les population à partir de sémiologies populaires au niveau des différentes zones d'enquête.

En milieu rural, les populations parlent de pauvres, de très pauvres et de moyennement aisés. Ce qu'il y a de très intéressant dans le milieu rural c'est que tout le monde se dit pauvre. Selon une dame rencontrée à Fanaye Diéri " si vous cherchez la pauvreté, vous êtes arrivé à bon port: la pauvreté c'est nous même "

Alors qu'en milieu urbain, les trois types de ménages recensés en fonction de leur niveau de pauvreté sont, les ménages très pauvres, les ménages pauvres et les ménages riches.

Tableau n° 3 Sémiologies relatives aux ménages et aux ménages riches

TYPES DE MENAGE	SEMILOGIES POPULAIRES ET MILIEU D'ENQUETES	
	Milieu ouolof	Milieu halpulaar
Disqualifiés	Tati neen (nu)	Gada bolo (nu)
Très Pauvres	Wala cana (dénudé)	Tampube (fatigué)
Pauvres	Niak (n'a rien)	Waasbe (ne rien avoir)
Riches	Feex (à l'aise)	Dioguibe diawdi (a des biens)

Les ménages disqualifiés

Ces ménages se déploient dans des conditions de vie d'une extrême gravité.

Ce sont les ménages dont les principaux pourvoyeurs de ressources ont brusquement arrêté leur soutien parce qu'ayant victime d'une situation inattendue. C'est également le cas des chefs de familles handicapés qui ne compte que sur les autres pour vivre. Ces types de ménage sont très fréquents dans la région mais c'est particulièrement en milieu urbain qu'ils sont plus visibles. La notion de solidarité en la ville a perdu son sens. Quand on a que sa main pour vivre, ils sont dépourvus de toutes possibilités de se prendre en charge (sans moyens, sans biens, sans ressources, sans réseau sûr). ; ils sont devenus ainsi des disqualifiés de la société ; en effet pour la satisfaction de leurs besoins, ils ne peuvent compter que sur les autres. Ils sont obligés de tendre la main pour subvenir à leurs besoins même les plus élémentaires.

Les ménages très pauvres

Ce sont les ménages dont les chefs de famille ont eu des problèmes professionnels leur ayant valu une incapacité de production (accident hors-

cadre de travail, déflation, renvoi pour cause de faute grave, manque de moyens agricoles, etc.). Ces sont également les ménages dont les principaux bailleurs ont été contraints d'abandonner leur secteur d'activité et qui ont des difficultés à s'insérer dans une activité professionnelle. Ces ménages basculent dans un état de pauvreté crucial entraînant en même temps des perturbations au sein de certains ménages même.

Encadré n°5 Histoire de vie d'un ancien travailleur de la CSS ayant basculé dans la pauvreté

« Depuis un an doundou wéréyane lay doundou (je vivote), j'ai eu un problème avec mon patron à la CSS et il m'a renvoyé. J'ai introduit le dossier au niveau de la justice mais en vain; il y'a cinq moi je me suis divorcé parce que j'ai senti que ma femme ne pouvait plus supporter cette misère ; mais tant mieux Dieu est grand ; pourtant nous avons sept gosses, je suis resté deux jours sans manger là où je suis couché j'y attends le bon Dieu» . Vous, vous parlez d'insuffisance alimentaire, moi je te dis que je n'ai même pas d'alimentation pour qu'elle soit suffisante ou non ;

En tout cas s'il y a des croyants dans ce pays ils doivent savoir que des personnes très fatiguées sont dans cette région. Voyez un peu mon habitat (habitat fait d'un vieille Baraque très délabrée), quand la pluie arrive c'est la catastrophe, et pourtant c'est mieux car elle m'appartient ; Avant je payais une location tout près à Léona, j'avais deux pièces et tous mes enfants sont nés là-bas ; aujourd'hui je suis là ; peut-être que le bon Dieu viendra avec ses miracles.

Les ménages pauvres

Ce sont les ménages dont les chefs de famille sont des gagne-petit. Leurs revenus sont tellement dérisoires qu'ils n'arrivent pas à assurer le minimum vital pour leur progéniture. Ce sont les tacherons dans les métiers d'ouvrage (maçon, menuisier, petit artisan, etc.). L'accès aux services sociaux de base n'est pas une priorité pour eux. Leur principal problème est la survie alimentaire. Ils n'ont aucun bien : ce ne sont pas des propriétaires terriens, ils n'ont pas de bétail, ils ne disposent pas de patrimoine et n'ont pas de

fonctionnaires en leur sein.

Les ménages aisés

Cette situation de réussite sociale dans la région de Saint-Louis est liée à l'émigration. Les familles dont l'un ou plusieurs membres travaillent à l'étranger. A ce niveau, il faut souligner que les émigrés identifiés dans la région sont répartis un peu partout en Afrique Centrale (Caméroun, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire) et en Europe (France, Italie, USA). Dans la région les familles les plus riches sont celles évoluant dans les pays européens.

Ces ménages de par leurs possibilités financières assurent leur bien être et mangent à leur faim.

3-4 Points de rupture dans le vécu des acteurs : faits structurants et leurs modalités opérationnelles

Sur le terrain nous avons identifié un certain nombre de faits qui d'une manière ou d'une autre ont contribué au basculement de beaucoup de familles dans la pauvreté. Ils se manifestent par des faits et des événements constituant des sources de précarité et de vulnérabilité de certaines familles : : Le décès, le divorce, la déflation, etc.

3-4-1 Le décès

Le décès a été identifié comme un élément ayant beaucoup contribué au basculement de certaines familles dans la pauvreté. Il est déterminé par une perte de soutien en créant une solitude, une perte de revenus, un affaiblissement et une destructuration de la famille.

Encadré n°6 Le basculement d'une famille dans la pauvreté à la suite du décès du père de famille (R. L. 40 ans)

« Je suis veuve depuis 5 ans, j'ai eu 7 enfants ; ma belle famille n'a jamais voulu de ce mariage et ne m'a jamais supportée. C'est pourquoi mon mari qui était commerçant avait tout fait pour que je sois à l'abri du besoin. A sa mort, les problèmes d'héritage sont survenus et sa famille a pris fait et cause pour sa première épouse.

Je ne peux pas ester en justice parce que non seulement je n'ai aucune ressource financière pour payer un avocat mais je ne veux pas non plus ternir mon image et l'image de ma belle-famille.

Moi qui ai tout connu comme délices, je ne peux même plus manger au quotidien. Je suis obligé de dispatcher mes enfants chez mes parents ou amis pour qu'eux au moins puissent manger. Je m'en remets à Dieu car je crois avoir toujours été une femme soumise, respectueuse de son mari et aimante.

Je ne me reproche absolument rien parce que j'ai été une bonne épouse. Mon basculement dans cette pauvreté est dû à la volonté divine (hodi ro alaah) »

Ce vécu relaté par cette veuve montre à l'évidence certaines situations de vulnérabilité et de précarité que vivent beaucoup de personnes dans la région. Ce malheur est arrivé à cette femme à un moment où elle l'attendait le moins. Le basculement de cette femme dans la précarité est lié à deux facteurs : la perte de son mari et le rejet de sa belle-famille. Elle vit aujourd'hui une véritable destabilisation morale, physique, économique et affective.

3-4-2 Le Divorce

Le divorce comme point de rupture a surtout été constaté dans les familles déportées dans de la région lors du conflit sénégal-mauritanien. La perte de ressources financières du père de famille et les difficultés d'intégration de certains ménages dans leur famille d'origine ont rendu vulnérables beaucoup de personnes.

L'absence du principal pourvoyeur de ressources a été retenue comme un événement qui rend précaire la vie d'un ménage ; parce que sans autres sources de revenu, ces personnes vivent une situation de précarité et d'abandon.

3-4-3 L'émigration

Le fort taux d'émigrés que connaît la région de Saint-Louis n'a pas été toujours synonyme de réussite sociale. Si certaines familles bénéficient des retombées financières de l'émigration, d'autres par contre ont subi les expériences malheureuses de leurs enfants. En effet certains jeunes qui ont la malchance d'émigrer en Afrique centrale n'ont pu concrétiser le rêve d'aider leurs parents restés au village ; leur destination (pays d'Afrique centrale) étant réputée pauvre. Cette pauvreté est liée à l'environnement (guerres civiles, instabilité politique,) et à la mauvaise perception que les autochtones ont des émigrés sénégalais.

Il y a également le fait que certains émigrés (surtout ceux ayant choisi les pays européens) restent des années sans revenir au pays.

Dans les deux cas, beaucoup d'émigrés reviennent porteurs de graves infections comme le Sida.

Ces situations constituent des points de ruptures entraînant certaines familles dans une situation de pauvreté extrême car en fait soit le pourvoyeur cesse d'envoyer des mandats soit il reste plusieurs années à l'étranger. Cela a pour conséquence directe l'adultère des femmes qui ont très souvent des enfants à l'absence de leur mari et sont rejetées et basculent dans la pauvreté.

Encadré n° 7 : récit de vie d'une femme dont le mari a coupé les ponts depuis quelques années.

F.D, « J'ai 30 ans ; mon mari est au Gabon depuis 10 ans. Je sais que ça ne marche pas ces temps-ci pour lui puisqu'il n'envoie plus depuis des années. Il me faut vivre et faire vivre mes enfants et ma famille. Mes parents sont des Waasbés, donc, ils comptaient sur moi, sur la réussite de mon mariage pour les sortir de la misère parce que je suis l'aînée de notre famille.

*Je n'ai aucune qualification et il me faut des moyens sinon, je vais mourir et ma famille avec. J'ai investi le créneau du **Dialel** : c'est une activité certes dangereuse et risquée mais, il faut réagir car, dans mon entourage, il n'y a aucune manifestation de solidarité à mon endroit. Il faut jouer à cache-cache avec les douaniers mais j'ai réussi à mettre en place un système où je n'apparais pas. Je m'appuie sur des passeurs qui, en même temps me livrent les marchandises. Je touche à tous les articles en provenance de Mauritanie (téléviseurs, tissus, chaussures, magnétoscopes, chaînes HIFI etc.) J'ai fait du **Pila-mbéni**a pour rassembler mon capital de départ. C'était fou comme pari mais, j'ai réussi pour ma famille. J'ai maintenant des fournisseurs maures que je règle après écoulement des produits qui ne transitent pas chez moi ; mais, vont directement chez le client. Les téléviseurs SAMSUNG sont écoulés à 170.000F la pièce ; le. Prix des chaussures qui sont en vrai cuir tourne autour de 6000F, les chaînes à musique tournent autour de 120.000F à 130.000F avec lecteur CD. Les magnétoscopes multi-systèmes s'acquièrent entre 180.000F et 250.000F alors que le prix des tissus est plus abordable et il est fonction de l'accord trouvé entre le client et moi ; mais Dieu merci. Mais, c'est extrêmement difficile pour une femme seule, jeune tout de surcroît, d'évoluer dans cette jungle. Si mon affaire prospère, je ferai revenir mon mari auprès de moi et de sa famille parce qu'il n'aura plus de raison de s'en aller vers d'autres pays pour faire fortune ».*

3-4-4 La déflation

Ce point de rupture a été plus visible chez les anciens travailleurs de la SAED ; aussi bien à Saint-Louis qu'au niveau des autres délégations (Dagana, Podor, Matam).

Au niveau des familles de déflatés, la victime constituait malheureusement le chef de famille et seul pourvoyeur de ressource. Ces agents remerciés (les déçus de la SAED) ont dès leur déflation basculé dans la pauvreté parce qu'ils comptaient toujours sur leurs propres pour soutenir la famille.

Encadré n° 8 Histoire de vie d'un déflaté de la SAED

M. D. « J'étais encadreur à la SAED, dans la zone de Diéla. Je m'étais marié et j'ai aujourd'hui 7 enfants. J'avais toujours fait mon travail d'encadreur au niveau des populations à la base. Je ne me sentais pas comme la plus part des encadreurs concernés par l'idée de déflation qui se murmurait au niveau de la direction générale parce que nous étions des pions, des relais indispensables entre les paysans et la direction.

Notre travail était apprécié et par les paysans et par l'ingénieur délégué de Matam.

J'ai été déflaté en 1980 comme d'autres collègues et malheureusement je n'avais pas pu préparer ma reconversion dans d'autres créneaux. J'avais perdu un million de francs dans une affaire qui avait mal tourné. Aujourd'hui ma famille est dans un état de dénuement indescriptible. Avant je vendais mes biens pour faire face aux difficultés, mais actuellement je n'ai même plus quoi vendre».

Ce récit est illustratif des effets pervers des programmes d'ajustement structurel (P.A.S.) à travers leurs conditionnalités très contraignantes que sont le désengagement de l'Etat et les mesures de dégraissage des structures d'encadrement comme la S.A.E.D. Le basculement de cet encadreur dans une situation de vulnérabilité et de fragilité combinée à un mauvais placement rendent son dénuement plus visible, plus criard..

3-5 Perception de la pauvreté selon les différentes catégories socioéconomiques

Selon une enquêtée A. NG., il est difficile que les différentes catégories socio-économiques aient la même perception sur la pauvreté. En effet poursuit-elle " le pauvre pense que tout le monde est pauvre alors que le riche pense qu'il n'y a que des riches sur terre ".

Dans la région de Saint-Louis, 87% de la population enquêtée (pauvres) perçoit la pauvreté comme une fatalité, une épreuve, un dénuement, une indignation, une incapacité (physique, matérielle et financière).

Les personnes riches rencontrées perçoivent la pauvreté comme un symbole d'insuffisance de moyens matériels et financiers, de manque de formation, d'incapacité de prendre des décisions. Pour le DGA de la SAED, «la pauvreté est une déficience de capacités».

Les résultats issus de cette étude montrent que les populations de la région de Saint-Louis ont un dénominateur commun sur la perception de la pauvreté. La majorité des enquêtés (97%) révèle que la cause fondamentale de la pauvreté dans la région de Saint-Louis est le manque de ressources ;.C'est-à-dire que l'individu sent qu'il souffre d'une insuffisance, d'une impossibilité de pouvoir satisfaire un (ou des) besoin(s) de base.

C'est pour analyser donc les perceptions des différentes catégories socioéconomiques qu'un certain nombre de variables ont été retenues.

3-5-1 L'emploi

Le manque de travail a été évoqué par l'ensemble des personnes rencontrées comme l'élément-clé qui est à la base de leur état de pauvreté. En effet pour les ménages la détérioration de leurs conditions de vie se justifie par le fait qu'ils n'ont dans leur famille aucun pourvoyeur de ressources. Prendre en charge un ménage est d'autant plus complexe qu'on retrouve plus de 10 à 15 personnes par ménage dans les famille qui sont très élargies.

Il peut toutefois arriver au niveau de ces ménages que beaucoup de gens contribuent à la prise en charge de la famille par une participation à la nourriture. Ces membres de la même famille sans travail fixe font le Deubel-deubel.

3-5-2 La santé

La santé était retenue sur le terrain comme un critère déterminant dans la perception de la pauvreté. Les difficultés d'accès des populations aux soins de santé de base est un critère de disqualification sociale. Ce critère a été répertorié dans toutes les catégories socioéconomiques. En milieu urbain comme en milieu rural, chez les Wolofs comme chez les Halpulaar également, l'impossibilité des populations à se soigner les empêche d'avoir un bien être.

Les malades préfèrent actuellement se soigner avec la médecine traditionnelle qui ne demande pas beaucoup de moyens. Un instituteur guérisseur (M. Wane) enquêté se dit envahi par les populations de Ndioum qui viennent solliciter ses services.

Encadré n°9, récit de vie d'un enseignant/guérisseur à Ndioum

A. W. « les gens dans la commune de Ndioum sont très fatigués, ils tombent fréquemment malade alors qu'ils n'ont pas les moyens d'aller au dispensaire encore moins à l'hôpital. Beaucoup parmi ces patients viennent me voir les mains vides, mais comme le travail que je fais, c'est pour les gens qui me font confiance, je ne leur demande rien.

Le Week-end comme les jours de travail, les malades sont toujours là à attendre. Les maladies les plus fréquentes que je tente de soigner sont liées, au paludisme, à la fièvre jaune, à des maladies diarrhéiques.

Mais il faut reconnaître que ce ne sont uniquement pas des pauvres qui viennent se soigner ici, beaucoup d'autres hommes riches passent également à la maison.

Moi je ne fixe pas de prix pour les malades. Si les pauvres ne dépassent pas 1000F les soins, les riches font quant à eux des gestes très intéressants (10 000 à 15 000F cfa).

Cette forte fréquence des malades chez les guérisseurs montre combien les populations de la région de Saint-Louis sont pauvres. Les populations ne peuvent pas assurer la prise en charge des soins de la médecine moderne.

Rares sont les malades qui vont à l'hôpital ou dans les centres de santé pour se faire soigner. Ces structures modernes de santé ne reçoivent que les malades qui n'ont plus d'espoir de survivre. L'étude a montré que, si certains adoptent le système de fractionnement des ordonnances (payer une partie de l'ordonnance) d'autres par contre préfèrent simplement garder la facture et aller voir ailleurs.

3-6 Formes et mécanismes de vulnérabilité, d'insécurité, de risques d'exclusion, de marginalisation

3-6-1 La Retraite

La retraite entraîne une réduction des moyens, un refroidissement relationnel, un affaiblissement physique: le nombre très important de retraités dans les communes de Ndioum, de Saint-Louis, de Matam et de Sémmé a entraîné une floraison de " grand'palace "

Si à Saint-Louis, les retraités recensés viennent pour la plupart du temps de l'administration (enseignement, poste, SAED avec beaucoup de déflatés, armée, police, gendarmerie, douane, etc .), les autres communes quant à elles regroupent des anciens travailleurs du Port (docker).

Leurs points de chute sont les marchés, les bancs publics. Ces vieux qui semblent-ils fuient la dépense quotidienne passent très rarement la journée à la maison.

Ce refuge des vieux dans les places publiques constitue une réelle forme de vulnérabilité. En effet les femmes mises devant le fait accompli sont obligées de trouver de quoi préparer à la maison. Pour deux raisons les femmes endossent cette charge familiale. D'une part, c'est parce que " nous avons les enfants qui ne vont rien demander à leur père

3-6-2 Le Divorce

Le divorce a été également retenu comme une forme de vulnérabilité par beaucoup de ménages enquêtés. Ceux-ci lient cette source d'insécurité, pour la plupart du temps au conflit sénégal-mauritanien. Le récit de vie fait avec la dame A. L. l'explique bien :

Encadré n° 10 histoire de vie d'une femme victime d'un divorce

A. L. « Moi je m'étais mariée avec un maçon en Mauritanie. Nous sommes tous deux de la même commune de Ndioum. Lorsque je quittais le Sénégal, c'était pour échapper à un mariage forcé. J'étais très jeune à cette époque 13 ans et je faisais encore la classe de CM2. Mes parents voulaient m'offrir en mariage avec un vieux de 57 ans. Ma tante qui était " restauratrice " à Nouakchott m'a fait fuir pour la rejoindre.

C'est un an après que mes parents ont découvert que j'étais effectivement en Mauritanie chez ma tante. Ils ont tout fait pour me ramener à Ndioum mais avec la complicité de cette tante j'ai toujours échappé à leurs tentatives.

Durant quatre ans de 1972 à 1976 je suis restée chez ma tante en travaillant dans son restaurant.

C'est en fin 76 que j'ai décroché mon premier travail salarié chez un maure, un employé de banque. Je gagnais plus de 40 000F cfa, parce que en plus de mon salaire de 32 500F, le gars me donnait presque chaque Week-End 2000F cfa.

Après six mois de travail, j'ai proposé à ma tante d'aller habiter seule. Au début elle n'était pas d'accord mais je lui ai fait comprendre que j'étais devenue assez majeure pour vivre seule et que mon lieu de travail était très loin de notre maison. C'est comme ça que j'ai quitté le domicile de ma tante.

Trois ans plus tard,, je rencontre ce Monsieur Kane qui me propose en mariage que j'ai accepté. Mes parents ont été informé mais n'ont pas voulu répondre.

Nous avons fait un bon mariage et on est resté ensemble jusqu'en 1989. Lors des événements sénégal-mauritanien, j'ai été déportée trois jours avant lui. Je suis restée chez lui quatre mois après et on avait commencé à avoir des problèmes. Il ne travaillait plus et c'est de là qu'est venu notre divorce ».

Cette situation que vit A. L. montre combien les événements de 1989 ont fait basculer certains ménages dans la pauvreté. Cette femme divorcée sans soutien s'est installée dans une forme de précarité insoutenable. Elle n'a pas pu s'adapter à sa nouvelle situation de déportée et cela a eu des répercussions négatives sur son couple. En effet, lâchée par son mari, non intégrée par sa famille d'origine, Mme A. L. vit aujourd'hui une instabilité psycho-affective

profonde.

3-6-3 La sécheresse des années 70

La dégradation des conditions de vie des populations a commencé avec la sécheresse qui a sapé la productivité des paysans en les rendant plus vulnérables. En effet, ils tirent une part considérable de leurs revenus de l'agriculture.

Ce faisant, le monde rural qui constituait le grenier des centres urbains a connu de réelles difficultés pour s'auto-suffire. La sécurité alimentaire s'est dégradée entraînant la malnutrition et la sous alimentation des populations.

Dans le waalo comme dans le Diéri, la production agricole ne constitue plus une source de garantie sûre.

A cela s'ajoute, un élevage extensif de moins en moins rentable dû à un manque de fourrages et à une raréfaction continue des points d'eau; alors que la pêche qui permettait à la population de s'approvisionner en produits halieutiques était de plus en plus abandonnée au profit d'autres activités comme le commerce et l'agriculture.

Ce basculement dans la pauvreté est bien symbolisé par ce que les enquêtes ont révélé dans la commune de Matam .

Encadré n°11 histoire de vie qui montre comment la commune de Matam a basculé dans la pauvreté

H. B. « Jusque dans les années 70, nous à Matam, n'éprouvions pas trop le besoin d'émigrer encore moins d'aller à l'école. Nous ne connaissions pas la pauvreté. C'était l'abondance : l'agriculture était florissante, il y avait beaucoup de poissons et l'élevage et le commerce étaient performants. Toutes les populations des villages comme aujourd'hui du point de vue du développement dans le département venaient chercher du travail chez nous . ils étaient employés ici exerçaient de petits métiers avec l'idée d'émigrer après accumulation de ressources financières substantielles.

Nous, nous avons dormi sans prévoir les catastrophes naturelles et les bouleversements des

situations en nous glorifiant de notre statut de "riches", et de chef lieu du département. Avec la sécheresse des années 70, l'agriculture a périclité, l'élevage est presque mort alors que la pêche n'existe que de nom. Le désengagement de l'état, le conflit Sénégal Mauritanie et la dévaluation, ont précipité notre basculement dans un engrenage de pauvreté où nous nous débattons. Nous n'avons pas une tradition d'émigration et pour la plupart, l'école n'était pas une priorité, c'est pourquoi, même nos capacités de réaction face à la pauvreté sont très timides. Les ressortissants des villages et autres communes comme Agnan et Ourosogui du département très tôt frappés par la précarité ont eu l'émigration comme stratégie de sortie de cette pauvreté. Ils ont très tôt senti la nécessité d'émigrer pour accumuler des ressources financières dont le reflet est aujourd'hui les très gros mandats qu'ils envoient à leurs familles et les réalisations comme la construction d'écoles, de dispensaires, l'électrification et autres investissements majeurs qu'ils effectuent dans leur localité. Les rares émigrés matamois qui, à cette époque avaient laissé la commune dans cette opulence ne sont pas encore disposés à nous soutenir car ils croient que Matam vit toujours dans son opulence d'alors».

Ce récit traduit clairement les effets pervers de la sécheresse dans la région de Saint-Louis.

Les secteurs d'activité dont dépendaient les populations pour leur survie ont tous laissant dans un dénuement total. Les populations vivants dans une situation de précarité insupportable dû à une insuffisance alimentaire et au manque de ressources ont donné les campagnes pour la ville. Et dans les centres urbains, ils vont se constituer en " Baarandjiné" (MMT) .

Cette situation a eu comme corollaire le développement de certaines pratiques jamais connues dans la région de Saint-Louis fortement islamisée. Il s'y développe un peu partout, aussi bien dans les villes que dans les villages des phénomènes de prostitution, de vol, d'insécurité, de drogue, de déperdition scolaire, de perte de dignité, de la mendicité, de carences de vitamines, d'attentisme, de manque de créativité, de délinquance juvénile, de grossesses précoces, de démission de parents, de perte d'autorité, d'endettement, de fins des sociabilités natives, de fin des solidarités, de manque de dynamisme et de banalisation des pratiques déviantes.

3-6-4 Les programmes d'ajustement structurel

Ces différents programmes imposés par les institutions de Bretton-Woods ont conduit à un désengagement de l'état de la majorité de ces secteurs économiques et sociaux. Initialement qualifiés d'outils de rétablissement des grands équilibres macro-économiques, les PAS se considèrent également comme des instruments de lutte contre la pauvreté.

Les PAS avaient comme soubassement 3 principes directeurs :

- Appliquer une bonne politique macro-économique
- Encourager la concurrence
- Utiliser au mieux des moyens institutionnels limités

Le Durcissement des conditionnalités des politiques d'ajustements structurels et les thérapies des chocs qu'elles suggèrent, excluent de plus en plus d'hommes du processus de production et par conséquent d'accès au revenu, parce que les solutions des restrictions sur les besoins essentiels telle que l'éducation et la santé, censés garantir le retour de la croissance passent sous silence le fait que celles-ci ne sont pas gages de redistribution.

Le désengagement de l'Etat de ses structures décentralisées qui s'en est suivi a installé les populations dans une situation d'appauvrissement continu. La SAED (société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta et de la Falémé) principal organisme para public d'encadrement rural dans la région de St-Louis est indexée par les producteurs comme des principales causes de leur vulnérabilité d'aujourd'hui. Son désengagement brusque de ses principales missions (aménagement, encadrement, formation, fourniture de semences et d'engrais, de produits phytosanitaires, de commercialisation de produits agricoles des paysans etc. a entraîné l'agriculture dans un désarroi extrême.

Ils étaient dépourvus de moyens pour supporter les coûts de production antérieurement soutenus par l'état via la SAED. (semences, intrants, aménagements etc.)

D'ailleurs, tout au long de l'étude, les paysans de la région ont en partie imputé leur pauvreté à ce retrait brusque et imprévu laissant les populations dans un état d'inquiétude et de questionnement.

Ce désengagement a du reste entraîné un fort taux de déflation : c'est le cas des agents de la SAED qui du coup se sont reconvertis en producteurs agricoles.

3-6-5 Le conflit sénégal-mauritanien de 1989

La tragédie qu'a constitué ce conflit a fini d'installer certaines populations dans un cycle de vulnérabilité, d'insécurité, de risque, d'exclusion et même de marginalisation. La tragédie que cela a entraînée se manifeste par, la perte de vies humaines et de soutien de famille, la déstabilisation et la séparation de familles, de multiples cas de divorces, etc.

Cette crise a causé la perte de terres accentuant la pénurie alimentaire due à la perte des terres exploitées sur l'autre rive de la Mauritanie. Ces champs étaient réservés aux cultures de soudure (maïs, mil, arachide, mil ou niébé).

Les éleveurs ont également souffert de cette crise. En effet, ne pouvant plus se déplacer avec leurs troupeaux vers les zones de pâturage situées dans les territoires frontaliers comme le Mali et la Mauritanie où ils sont interdit de séjour, les peuls sont obligés aujourd'hui de se sédentariser. Parmi les éleveurs qui avaient bravé ces interdits certains ont depuis lors disparu.

A l'intérieur du pays également, dans des zones comme le Boundou, ils subissent aussi le mauvais traitement de certains bandits de grand chemin et

des agents d'élevage. Ces derniers les escroquent malgré la possession par de vers eux de bulletins de vaccination de leurs troupeaux. Certains jeunes bergers rentrent au village, sauvagement bastionnés par ces agents d'élevage.

C'est pourquoi dans certaines zones comme Sodatou dans la communauté rurale de Haouré, les peulhs sont obligés de se fixer avec leurs troupeaux tout au long de l'année. Cette situation a causé le départ des actifs vers les villes abandonnant dans le village les vieux, les femmes et les enfants . "Nous passons toute la journée à saluer des vaches faibles " disait un vieux Peulh.

3-6-6 Les réfugiés,

Avec la crise de 1989, plus de 80 000 déportés ont été envoyés dans la région de Saint-Louis. Rejetés par la Mauritanie et considérés comme réfugiés au Sénégal, ces rapatriés souffrent de stigmatisation qui les installent dans un état de vulnérabilité extrême, d'insécurité, de risque, d'exclusion, de marginalisation.

Ces déportés vivent le long de la vallée du fleuve regroupés dans des sites avec des conditions de vie très délicates. En effet le principal organisme (le HCR) s'est totalement désengagé des camps depuis 1995. " Presque aucune assistance alimentaire, médicale et sociale n'a été donnée aux réfugiés dans les camps. La conséquence de cette rupture est d'une gravité extrême: mal nutrition chez les enfants, rupture de scolarité, de nombreux décès faute de couverture sanitaire." (Chef de quartier camps des réfugiés à Ndioum).

Ces laissés pour compte ne bénéficient ni de l'appui du gouvernement Sénégalais ni d'aucune ONG. "Nous n'avons pas accès à la terre pour mener les activités parce que nous sommes considérés comme des réfugiés donc

des non ayant droit, nos enfants n'ont aucun papier pour intégrer l'école, et nous manquons de moyens pour une prise en charge sanitaire". Les principales sources de revenus de ces catégories socioéconomiques sont le commerce (fraude), l'embouche bovine et le maraîchage.

3-7 Principales tendances du vécu au quotidien des ménages et des acteurs individuels

Les principales tendances du vécu au quotidien des ménages et des acteurs individuels se traduisent par la redéfinition du rôle de chef de famille où les femmes sont devenues les principales pourvoyeuse de ressources. Les points de rupture comme la retraite, le chômage chronique, les décès, les divorces, les infirmités des hommes ne leur permettant plus d'assumer les charges qui leur incombaient en temps que chef de famille. Les femmes sont ainsi propulsées au devant de la scène dans l'assumption des responsabilités de chefs de famille. Elles s'activent de plus en plus dans le secteur informel et le commerce.

Elles activent également le réseau relationnel que les hommes ont du mal à développer du fait de certaines pesanteurs (complexe, dignité, susceptibilité, handicap). Pour D. A. « quand j'ai un problème, je vais directement voir un « Bandam Gorko » pour qu'il le règle sans problème, alors que les hommes ne peuvent pas le faire à cause de leur orgueil, leur mawnikinaré ».

Les études ont montré qu'aussi bien dans le monde rural que dans les autres urbaines, les femmes au-delà du commerce de détail prennent de gros risques dans les circuits de fraude entre le Sénégal et la Mauritanie. Ce circuit de fraude appelé "Dialel" utilise aujourd'hui un nombre important de femmes issues de la région de Saint-Louis et même de l'intérieur du pays.

L'adaptation de l'offre marchande à l'amenuisement des ressources des clients : (développement du petit détail), se traduit par un certain nombre de mécanismes que sont le retour au troc, la focalisation au commerce et au service et l'encastrement des réseaux sociaux dans le marché. Ces différents mécanismes sont développés dans le secteur informel par des acteurs dont l'origine socio-économique est très variée. Dans les zones rurales ce sont soit de petits paysans, des agriculteurs se livrant à des activités non agricoles hors saison, soit des fournisseurs des biens et services qui exercent localement leurs activités à plein temps.

Ces différents acteurs se rencontrent dans les Loumas au marché hebdomadaire qui constitue le carrefour des multiples transactions informelles. En effet, le dynamisme du secteur informel montre une capacité d'adaptation à l'évolution des marchés et l'étroussure de ces liens avec les institutions traditionnelles.

Dans les villes se sont soit les émigrants ruraux soit des membres des groupes ethniques qui sont entrepreneurs de tradition, soit des gens qui ont abandonné leur études. On trouve de plus en plus des fonctionnaires ou travailleurs déflatés cherchant à améliorer leur quotidien .

Toutes ces catégories socio-économiques qui se déploient aujourd'hui dans un état de fragilité, de vulnérabilité et de pauvreté adaptent leur bourse au commerce de détail.

Ce phénomène est lié à l'accroissement vertigineux de la population urbaine et de l'implantation dans les quartiers périphériques des couches sociales très vulnérables aux effets pervers du système économique et social inadapté. On note le développement des quartiers ruraux à Saint-Louis avec les Waalo-Waalo installés à Darou et les Gandiol-Gandiol qui occupent majoritairement Pikine. Ils ont perdu leurs capacités de production dans leur village d'origine et ont du mal à intégrer ou à s'adapter au système économique urbain .

QUATRIEME PARTIE : COMMENT LES ACTEURS REAGISSENT FACE A LA PAUVRETE

4-1 Les ajustements face à la pauvreté

4-1-1 Mode de vie

Logement : Quatre types d'habitat ont été identifiés dans la région de Saint-Louis :

- habitat en dur
- habitat en baraque
- habitat en banco
- habitat en paille

Le type d'habitat en dur est certes la construction classique dans les centres urbains ; dans la plupart des quartiers périphériques, comme Darou, Sor Daga, Diaminar à Saint-Louis, Ndioum diéry et Ouladibéry à Ndioum, Navel et Soubalo à Matam ,on note une prolifération d'habitats en baraque, en banco ou en paille à l'image des villages " il suffit d'entrer dans notre quartier (Diaminar) pour voir la pauvreté" déclare une enquêtée.

Toutefois, les enquêtes ont révélé que l'habitat en dur n'est plus un critère pertinent et suffisant pour mesurer la pauvreté en milieu urbain. Généralement, ces habitats en dur sont le fruit de l'héritage laissé par les grands-parents . Dans ces constructions apparemment de riches , se développe un état d'une extrême pauvreté.

L'alimentation : elle se caractérise dans la région par son insuffisance, son irrégularité, sa pauvreté en éléments nutritifs parce que les plats ne sont pas variés, et parfois même ils sont inexistantes.

C'est pourquoi les pauvres développent des mécanismes d'ajustement qui se traduisent par la généralisation du « Gobardiassi » (fractionnement de l'alimentation suivant trois séquences) :

Première séquence : fractionnement de déjeuner en deux parts. La deuxième part constituant le dîner.

Deuxième séquence : fractionnement du dîner en deux parts; la deuxième part constituant le déjeuner du lendemain.

Troisième séquence : fractionnement du dîner en deux parts; la deuxième part (les restes) constituant le petit déjeuner du lendemain.

La pratique du gobardiassi concerne en général les familles disposant du strict minimum.

Les pauvres disqualifiés quant à eux, ils restent 2 à 3 jours sans préparer. Pour ces pauvres absolus le principal ajustement passe par la multiplication des pôles de nourriture qui consistent à dispatcher les enfants dans différentes maisons voisines aux heures de repas. Les adultes quant à eux adoptent le jeûne comme système d'ajustement (Bou xiif gnowé, mag moy dé).

Dans d'autres cas on note un retour à la vie communautaire comme dans le village de Sadatou dans la communauté rurale de Bokiladji. C'est ce qu'explique ce récit de vie d'un vieillard de 87 ans.

Encadré n°12 Mode de vie et ajustement dans un village très pauvres

« Nous à Sadatou où la pauvreté a atteint un niveau insupportable, nous avons fini par trouver un système consensuel. Toute la population vient prendre le repas à la place publique du village (petit déjeuner, déjeuner, dîner). Le petit déjeuner où le café au lait et le pain sont exclus se résume à une calabasse de lait associé à du « Ndiomi »(couscous sec), s'agissant du déjeuner il est constitué de riz et de niébé.

Notre procédé nous permet d'éviter l'exclusion et la stigmatisation de certaines familles qui

restent souvent des jours sans cuisiner. Et dans la place publique nous mangeons comme si tout le monde avait préparé son repas. Nous nous organisons en groupes d'âge où les jeunes mangent ensemble, les femmes ensemble ainsi que les vieux, ce qui a facilité cette vie communautaire ».

Tous les habitants sont des parents. A sadatou il n y a qu'un seul Cissé, tous les autres ont comme nom de famille Dia »

La mobilité, les pauvres ne disposant pas de ressources adaptent comme système d'ajustement, la mobilité. Ils sont très fréquents dans les Louma pour écouler les produits tirés le plus souvent de la cueillette à savoir les jujubes, la gomme arabique le "Lalo " etc.

Les pauvres fréquentent beaucoup les cérémonies familiales et vont de plus en plus solliciter l'assistance de parents plus nantis.

L'habillement, la friperie et le don constituent également pour les pauvres un mode mode d'ajustement.

Les " ballons" de "feug diay" (marché de la friperie en Wolof) sont l'attraction des populations, qui les permettent de se convier à vil prix du même que leurs enfants. Beaucoup de familles ont recours à cette friperie surtout lors de la rentrée des classes et à l'occasion de certaines fêtes.

Les pauvres bénéficient également de dons de parents (sagarou N'diam), de poches et de bonnes volontés pour s'habiller.

La Santé :deux types d'ajustement sont notés par rapport à la santé

- Le fractionnement des ordonnances,
- Le recours à la pharmacopée traditionnelle,

Malgré l'existence de l'initiative de Bamako dans les centres de santé, les médicaments ne sont jamais achetés d'un seul coup, "fi, dunu fi bindel ken

ordonnance, nou dieundeuko, tey). Le fractionnement des ordonnances consiste à différer et à échelonner l'achat et la prise des médicaments.

La pharmacopée traditionnelle connaît un regain de vitalité à cause des fortes demandes des pauvres qui n'ont pas accès à la médecine moderne.

Les officines de tradi- praticiens essaient un peu partout de même que les GARABOU-GARABOU qui sont de véritables alternatives ou recours pour les couches vulnérables.

Les échanges et formes de sociabilité : elles apparaissent pour la plupart du temps dans les relations entre les femmes et se traduisent par un échange de boubous, de chaussures, de parures etc. Cette pratique très fréquente chez les très pauvres et les disqualifiés gagne de plus en plus les jeunes.

Par rapport aux formes de sociabilité on assiste à l'organisation de quêtes dans les mosquées tous les vendredis. Certaines personnes nanties font également des sacrifices rituels qui consistent à offrir de l'argent, des habits ou des repas aux pauvres.

Le recours aux castes comme ajustement : les enquêtes ont montré la persistance de certaines coutumes comme les castes. Avec l'aggravation de la pauvreté dans certaines localités (surtout chez les halpulaar et surtout dans les communes de Ndioum et de Matam) les populations utilisent encore aujourd'hui ce phénomène de caste comme une réelle stratégie d'ajustement.

L'acceptation et la revendication des populations rurales (contrairement au milieu fortement urbanisé de Dagana et de Saint-Louis où le phénomène est moins visible) du statut de casté par rapport aux nobles constituent un ajustement face à la pauvreté, mais également un système de captage de ressources. En effet, le fait d'être Niénio (griot, forgeron, etc.), Laoubé ou esclave confère certains avantages dû au larbinisme (note de bas de page: Ce larbinisme est surtout visible lors des cérémonies familiales comme le

baptême, mariage, décès) affiché vis-à-vis des nobles. Les différents changements notamment les castes ne sont plus liés à une famille de nobles mais s'adresse à tous, y compris à d'autres castes plus aisés. Les retombées se situent à trois niveaux que sont:

- l'alimentation : le don de denrées alimentaires;
- l'habillement : le don d'habits neufs ou usagers
- l'argent ; le don de billets de banque (offrande)

Encadré n°13 récit de vie d'un casté qui utilise son statut social comme moyen d'ajustement à la crise

B. L. « Moi je suis fils de griot, de par mon père et ma mère. Je n'ai rien de plus important pour moi que de tendre la main devant mes chefs.

Tu vois celui-là son arrière grand-père avait acheté mon arrière grand-père; et depuis toujours, ils ne l'ont jamais refusé. Je ne suis pas fait pour travailler, mais pour être nourri et entretenu par mes chefs. La vérité est que quand ces gens-là ne prennent pas en compte dans leur ravitaillement ce serait la catastrophe pour moi et ma famille.

Je viens directement de la maison comme ça, je n'ai rien laissé là-bas. J'ai tout juste demandé à ma fille de m'attendre pour que je sorte de la maison aller trouver la dépense quotidienne quelque part.

Vous savez, j'ai rencontré quelqu'un, dans une pareille situation, et ce gars me disait qu'on a aboli l'esclavage depuis fort longtemps et qu'on célébrait il y a quatre jours le centenaire de l'abolition de l'esclavage, mais moi cette abolition ne me concerne pas. La corde qui nous lie à nos chefs ne se coupe jamais et jusqu'à la fin du monde ».

La gestion des loisirs et inscriptions dans les espaces publics : pour fuir l'oisiveté créée par l'absence d'occupation, les pauvres squattent les « grands palaces » par catégorie d'âge (FEDDE).

Par exemple dans certaines communes comme Matam, Ndioum et St Louis, beaucoup de chefs de famille passent la journée dans les marchés pour d'une part fuir le cercle familial où ils subissent de fortes pressions, de sollicitations pour le règlement des dépenses de familles.

D'autre part récolter des dons de tiers.

A Matam, de 8 H à 17H aucun chef de famille n'est chez lui ; on les retrouve tous au marché.

Selon une femme actée, "les hommes manquent de soucis, ils passent la journée en ville alors qu'il n y a rien à la maison".

Les stratégies de camouflage : elles se traduisent par la sauvegarde de la dignité. Pour montrer aux voisins qu'elles vont préparer le repas, les femmes vont au marché avec un panier vide et reviennent avec un panier rempli de cartons .Cette débauche d'énergie est indispensable dans la mise en œuvre de la stratégie de camouflage dont les éléments structurants sont le saupoudrage, la frime et le sagg :

-Le saupoudrage consiste à vouloir faire voir aux gens une réalité qui n'existe pas.

-La frime, autre variante du saupoudrage consiste au famikinadé pour cacher des conditons de vie objectives.

-Le sagg-sagglu,consiste à rester hermétique pour les autres, à rester digne pour ne pas « andanédé » qui signifie se dévoiler au grand public.

Les inscriptions dans les espaces publicsLes espaces publics qui traditionnellement jouaient un rôle de cadre de concertation des anciens en milieu rural ont perdu leur importance. Aujourd'hui en milieu rural comme en milieu urbain ces espaces sont fréquentés par toutes les catégories sociales (les jeunes, les femmes, les vieux). Le taux de fréquentation très élevé de ces lieux constituent également un indicateur de pauvreté, d'oisiveté ; les populations manquent d'occupation, elles ne travaillent pas.

Toutefois il s'avère de remarquer que les jeunes et les troisièmes âges sont les catégories qui fréquentent le plus ces espaces publics ou **Penth/batou** :

-les jeunes, en milieu rural comme dans les centres urbains, fréquentent les espaces publics (Penth, bancs publics, garages, plages,...) pour échapper

à la pression sociale. Le manque de travail représente également pour eux une forte pression morale et un véritable à endosser.

-les vieillards du troisième âge, ils sont en majorité des retraités et qui cherchent à échapper fuir, les interminables sollicitations de la famille. On les retrouve au marché, dans les espaces aménagés (à la place Faidherbe à Saint-Louis), dans les grands espaces réservés du quartier ou du villages (Penth). Ils sont également devant les mosquées, les cantines ou dans les maisons traditionnelles de fréquentation.

4-2 Les stratégies socioéconomiques des pauvres des autres couches sociales

4-2-1 Les autres couches sociales

Pour faire face aux conditions de vie excessivement difficiles qui sévissent dans la région dans la région de Saint-Louis, les populations développent un certain nombre de stratégies socioéconomiques. Elles sont utilisées sous plusieurs formes et restent les seules alternatives pour que Niou Genn Thji, pour s'en sortir.

En milieu urbain, les jeunes initient beaucoup de stratégies pour répondre aux conditions de vie très difficiles dans lesquelles ils vivent. C'est dans cette optique qu'ils mènent des activités comme, l'apprentissage de petits métiers (maçonnerie, mécanicien menuiserie), le petit commerce dans les marchés, les stades ou les garages. Les jeunes abandonnent également les villages pour la ville pour se faire fortunes ; l'émigration est tout aussi une stratégie fortement utilisée par les jeunes de la région de Saint-Louis comme une stratégie pour lutter contre la pauvreté.

La coiffure a été très fréquemment citée par les jeunes filles et garçons comme une stratégie de sortie de crise. Jadis la coiffure était une activité

réservée aux castées (Guéweul, Gnégno), mais aujourd'hui, la pauvreté a tellement pénétrée les ménages de la région de Saint-Louis que les us et coutumes de jour en jour.

Le travail de bonne (fille domestique) et la prostitution sont également des pratiques très utilisées par les jeunes filles de la région pour la satisfaction de leurs besoins. La prostitution est très développée dans les villes comme Saint-Louis et Richard-Toll. A Saint-Louis cette situation liée au manque crucial de ressources des jeunes filles et le développement du tourisme dans la ville, alors qu'à Richard-Toll et Rosso Sénégal, le développement de la prostitution est fortement encouragé par l'implantation de l'usine de la CSS et la proximité de la Mauritanie.

En milieu rural, en plus de la solidarité, différentes autres stratégies sont utilisées par les populations: l'agriculture, le commerce, l'élevage, etc.

Dans la zone rurale les populations continuent de mener une vie communautaire. Les personnes en difficultés sont toujours venues en soutien par les autres. Ce réflexe d'aider son voisin en cas de besoin constitue non seulement une stratégie permettant de lutter contre la pauvreté mais participe également à stabiliser les rapports sociaux. Dans le village par exemple de Sadatou, les populations mangent ensemble à la place publique. Qu'une famille ait préparé son repas ou pas ce n'est pas grave ; aux heures de repas chaque famille qui arrive à préparer quelque chose l'amène à la place publique du village où les gens se retrouvent pour prendre le repas par catégorie sociale (Femmes, jeunes, vieux).

Le commerce constitue pour les populations de la région de Saint-Louis une stratégie sûre de sortie de crise. C'est l'activité qui donne le plus de ressources aux populations rurales comme urbaines. C'est un secteur d'activités dans lequel s'exercent toutes les couches sociales (riches, pauvres, jeunes,

femmes, vieux, etc.) et durant toute l'année alors que les autres activités sont périodiques. En effet, outre les produits agricoles, les populations peuvent vendre leur bétail, les produits forestiers ou s'adonner à la fraude (le Dialel). Les marchés hebdomadaires ou Louma existent un peu partout dans la région avec de grands centres comme Galoya, Médina Ndiathbé, Mboumba. Ces grandes rencontres sont également des opportunités pour les couches pauvres en activant les réseaux relationnels pour avoir des ressources. Outre les multiples transactions commerciales qui s'y développent, les louma représentent aussi de véritables carrefours d'échanges.

Ce sont des occasions aussi que certaines femmes exploitent pour se prostituer. Cette pratique qui se développe dans la zone a été presque inconnue en milieu halpulaar. Mais aujourd'hui, la paupérisation continue des ménages liée à un manque de ressources a eu comme corollaire directe l'extraversion des mœurs entraînant les jeunes dans un libertinage incontrôlable. « Quant on ne peut même pas payer un slip à sa fille comment veux-tu qu'ils suivent tes recommandations » disait un vieux sensiblement impuissant devant ce fléau qu'est la prostitution.

4-3 Typologie de la sémiologie populaire relative à la pauvreté et au bien être

Chaque époque, chaque génération créent ses propres concepts de vie ou sémiologies. Ces sémiologies sont soit héritées du passé soit créées en fonction d'une situation ou d'un concept. Leur utilisation permet d'identifier les différentes catégories et couches sociales.

Les populations utilisent couramment des expressions tirées soit de leur tradition soit des expériences locales vécues. Ces expressions permettent, entre autres, de définir et évoquer des notions relatives à la pauvreté et au bien être mais aussi de ressortir les stratégies et les ajustements développées

par ces dernières. Cette typologie est souvent nécessaire pour comprendre et expliquer le fonctionnement des sociétés.

Typologie des sémiologies pour catégoriser les ménages

Tableau n° 4

Catégories sociales	Sémiologies populaires
Les ménages disqualifiés	doundoul en wolof Coubokoul ----- O Tampi en Pulaar Gada bolo
Les ménages très pauvres	Dé khatj en wolof Miskine ---- Toumouranké Doundou doundou wéréyann Alakhenn en Pular Tampoubé Waasbe
Les ménages pauvres	Diamono diap en wolof tolou digenté panne Waasbe
Les ménages moyennement aisés	Yor en wolof Fex Tanné Samorbe

Tableau n°5 Sémiologies utilisées par les différentes catégories sociales

Catégories sociales	Sémiologies populaires
Les jeunes	Niaffé wolof Diengou - fi yorouco - beuss - takale - dormou danou - dem ba diekh - boul falé dialgati diapal bayil do ko mere pular worguikinaté - filtindé - féradé -

Femmes	Mbaran wolof mbakhal debeul debeul lidienti gobardiassi diog ak danou fidjirdé pulaar pila mbénia -- djindiral
Les vieux	Weuk ko thji yala wolof Loujott yomb nakh yalay dogol; Sant yala mowar diam Fokhar yala mou féklafa Takaltipilti pular Boukari seeda-hamet seeda

Ces différentes sémiologies comme mode de pensée et d'action font maintenant partie du mode de vie des populations de la région de Saint-Louis. Les vieux souvent fatalistes avec leurs expressions yala bakhna, borom cawargou nioul niakoul dara, n'ont plus le temps de revoir les termes utilisés par les enfants. Il s'agit également d'une conséquence direct de la pauvreté qui fait les parents ont d'autres préoccupations que celles d'éduquer leurs enfants.

4-4 Analyse du rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté

Un nombre très important d'intervenants (publics comme privés) a été repéré dans la région de Saint-Louis. Ils interviennent tous de manière directe ou indirecte dans la lutte contre la pauvreté à travers des actions de développement et soutiennent beaucoup les couches les plus démunies. Dans les zones les plus inaccessibles sont aujourd'hui investis par ces intervenants qui appuient les populations dans toutes leurs actions de développement (agriculture, élevage, pêche, artisanat, éducation, etc.).

Toutefois il faut dire les résultats de leurs actions dans la région restent encore très insuffisants à cause d'une mauvaise coordination des actions des différents intervenants et du manque d'organisation des populations.

L'analyse du rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté a comme principe directeur le concept de bonne gouvernance. Cette analyse vise aussi bien les institutions étatiques que celles privées que les enquêtes ont permis d'identifier. En effet, il y a un très grand nombre d'intervenants dans la région de St Louis. Nous les avons sériés en deux catégories: les institutions rattachées à l'Etat et les institutions privées.

4-4-1 Le rôle de l'Etat

Le rôle dévolu à l'Etat dans la définition et la mise en place de la politique macroéconomique, a eu ses limites objectives avec l'encrage dans le sous développement et la pauvreté endémique des populations.

Le renforcement des institutions qui passent par l'amélioration des administrations publiques et des entreprises parapubliques est une entreprise de longue haleine qui exige une vision claire et un ordre du jour précis. Dans cet ordre d'idée la création d'une fonction publique mieux outillée, mieux qualifiée disciplinée et plus motivée offrant des traitements compétitifs à des personnes hautement qualifiées est indispensable.

Ce recentrage implique forcément le renforcement de la capacité d'analyse et de gestion économique de l'Etat avec un mandat précis aux entreprises publiques en leur accordant l'autonomie de gestion et l'assignation pour elles d'indicateurs de performance contrôlables

4-4-2 Les institutions formelles

A ce niveau, nous faisons la différence entre les institutions décentralisées de l'état et les institutions privées.

Les institutions décentralisées de l'Etat : au cours de l'étude, un nombre important d'institutions publiques ont été identifiées. Les plus en vue sont la SAED, la CNCAS, l'ADC, l'ADN, les collectivités locales, les maisons familiales rurales, les centres de santé, etc.

Elles ont toutes comme mission fondamentale d'appuyer les populations à développer leurs capacités de production ; c'est le cas de la SAED et de la CNCAS.

Pour A. N., technicien à la SAED/Saint-Louis, il faut bien comprendre le rôle et l'action de la SAED dans la vallée pour répondre aux interpellations de certaines populations des départements de Podor et Matam. C'est ce qu'il essaie d'expliquer dans cet encadré.

Encadré n°14 pour une meilleure explication des fonctions de la SAED dans la vallée :

A. N., « L'expérience de cette mise en valeur a commencé, dans la région de St Louis, au niveau du Delta du fleuve Sénégal.

D'abord il y a eu des sections pour contrôler la crue au niveau du fleuve où on observait pendant l'hivernage un phénomène de crue. C'est ce qui fait que les zones de cuvette se constituaient en réservoirs d'eau. Les premiers systèmes d'aménagements ont commencé avec l'exploitation de ces cuvettes. Avec la création de la SAED en 1965 (société d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta), l'intervention se limitait uniquement dans la zone du Delta ; c'est à dire géographiquement parlant entre St Louis et Richard-toll ou Dagana appelé communément sous le nom de basse-vallée.

Par la suite, la SAED a élargi son domaine d'intervention qui couvre toute la partie sénégalaise de la vallée du fleuve Sénégal c'est à dire le Delta et la délégation de Podor et de Matam appelée moyenne-vallée. Ce domaine sera de nouveau élargi au niveau des terres de la Falémé ou délégation de Bakel .

Ce bref aperçu fait par un technicien sur la SAED, montre que les paysans qui décrient depuis longtemps le brusque retrait de la structure continuent encore de bénéficier de certains de ses services comme l'appui/conseil.

4-5 les principaux impacts des perceptions de la pauvreté sur l'organisation des cités et des villages

4-5-1 En zone rurale

On note actuellement un mode de vie et de pensée dans le milieu rural de la région de Saint-Louis. Longtemps demeuré le fief et le berceau d'une logue tradition islamique jusqu'à une date très récente, le monde rural connaît aujourd'hui des mutations sociopolitiques extraordinaires. Depuis toujours le fouta a été réputé par sa bonne organisation sociale, chaque structure sociale, chaque classe sociale avait une fonction précise ; mais aujourd'hui l'état de vulnérabilité des Toorodo ou nobles et la réussite sociales de certains ménages castés ont bouleversé tout ce système social longtemps hiérarchisé. Et cette histoire enregistrée à Semmé est révélatrice de ces profondes mutations sociales :

Encadré n° 15 : histoire de vie d'un jeune émigré victime des survivances de certaines coutumes dans son village

A. S., « Un jeune rural de Semmé issu d'une famille castée connaît aujourd'hui une véritable réussite sociale en ayant la chance d'émigrer aux Etats-Unis. Durant 12 ans cet enfant de Semmé a vécu en Amérique. A travers les correspondances qu'il échangeait avec ces parents et amis, il a fini par comprendre l'état de pauvreté dans lequel se trouve son village et il décide alors de venir en vacances pour faire un petit geste à l'égard de ces pauvres.

Dés son retour au village, il pense d'abord à faire manger les populations avant d'envisager d'autres actions et il achète ainsi des tonnes de riz à distribuer dans le village. Certains conservateurs voyant ce geste comme une offense ont purement et simplement retourné leur sac avec comme seul argument « nous les nobles purs jamais au plus grands jamais nous ne nous feront ridiculiser par un casté ; nous préférons mourir de faim que d'accepter ce riz là ».

Mais ce qu'il y a de plus dans cette histoire c'est que les populations ont maintenant peur de dire directement à ce jeune qu'il n'appartient pas à la classe des nobles.

4-5-2 En milieu urbain

La configuration des quartiers est un indicateur de catégorisation des classes sociales. Le centre-ville est habituellement occupé par des familles aisées alors que les quartiers périphériques sont habités par les couches vulnérables.

La pauvreté ayant atteint toutes les catégories socioéconomiques, ni l'habitat ni la position ne permettent plus de catégoriser les quartiers. Beaucoup de familles qui occupaient ces centres-ville se retrouvent aujourd'hui dans les quartiers périphériques ou dans les faubourgs. Ce phénomène est plus visible

A Saint-Louis ou les principaux habitants de l'île étaient soit des locataires soit des héritiers de la maison de leur père ; ce qui crée de problèmes de cohabitation à la mort du père de famille. Ces familles gagnées par la pauvreté cherchent des terrains dans les quartiers de Pikine ou Darou et dans des zones inondables. Ils vont apprendre à mener une nouvelle vie et à développer de nouveaux types de rapports avec des populations d'origines rurales.

4-6 Actions et stratégies prioritaires dans la planification de réduction de la pauvreté

Si des solutions concrètes existent aujourd'hui, il s'avère opportun de les mettre en application dans cette région du nord où existe un état de vulnérabilité et de pauvreté inqualifiable.

A travers cette étude participative, la région a montré encore une fois son réel visage de zone éligible. Les populations malgré le retour de la pluies ces dernières années exigent de l'Etat des don de soudure. C'est pour l'opportunité qu'il d'envisager des actions concrètes et durables la région de Saint-Louis. D'ailleurs les différentes catégories socioéconomiques ont déjà tracé des pistes de réflexions qui pourront servir de canevas aux décideurs pour les aider à sortir de cette situation de précarité.

Les principaux axes dans lesquels ils attendent des interventions sont :

Eu milieu urbain, les interventions sont beaucoup attendus dans l'installation d'infrastructures (usines, entreprise,) qui permettent de résoudre le chômage chronique des jeunes : Bou khaléyi liggéyè dinaniou dimbali sène bopp dimbali sèni wadiour (quand les jeunes auront du travail ils pourront résoudre leurs problèmes et aider leurs familles également). Les organisations existant dans les villes (GPF, associations socioprofessionnelles) souhaitent aussi des soutiens pour faire face à leurs difficultés.

Dans les centres urbains les populations préconisent une réduction sensible des denrées de premières nécessité (riz, huile, sucre, savon, etc.) pour pouvoir retrouver leur dignité.

En milieu rural, les populations ont pour principales l'agriculture et l'eau. Pour les agriculteurs si l'Etat accepte de s'investir pleinement dans la production agricole, leur vie redeviendra normale. Pour ce faire ils demandent à ce que les politiques continuent les aménagements gratuits, la réduction du prix de tous les intrants et de subventionner davantage le taux de remboursement de la banque pour qu'il devienne raisonnable moins de 5%. A ce dernier point il faut rappeler que l'Etat subventionne depuis quelques années le taux de remboursement de la CNCAS à hauteur de 5%, ce qui fait que ce taux est passé de 12,5 à 7,5%.

L'autre préoccupation des populations en milieu rural est liée à la résolution de leur problème d'eau. Dans certaines zones comme le diéri les éleveurs font chaque jour des kilomètres pour chercher de l'eau, les points d'eau étant très insuffisants. Les habitants du walo et du djejengol sont confrontés quant à eux à cette grande question d'eau potable. L'eau du fleuve qu'ils consomment est complètement polluée et très risquée comme boisson. Les populations versent souvent des produits chimiques dans le fleuve alors que les femmes y lavent leur vaisselle et leur linge.

Toutefois il faut dire que ces quelques points identifiés sont titrés de cette gamme d'axes et d'orientations retenue par les populations comme des stratégies prioritaires par lesquelles il faut passer pour éradiquer leur pauvreté. Cela n'exclut pas les autres actions concrètes à réaliser pour lutter contre la pauvreté ; il s'agit simplement de tabler sur les actions prioritaires qui une fois solutionner pourront entraîner les stratégies (santé, éducation, loisirs, etc.).

4-7 Comment se construisent les perceptions relatives à la pauvreté ?

Les perceptions relatives à la pauvreté sont des constructions sociales liée au vécu des populations. Elles déterminent en même temps des comportements socioéconomiques, politiques et même culturels dans un espace-temps.

Ces constructions sociales émergent le plus souvent de circonstances et de contextes auxquels ont participé les populations. Ils peuvent être vécus par les populations différemment pour sortir d'une situation ou aider d'autres gens à dépasser une étape. Ces perceptions sont utilisées et vécues de manière différente selon qu'on appartienne en milieu rural ou en milieu urbain ou selon qu'on est issu d'une famille riche ou pauvre. Le milieu d'éducation et le milieu de fréquentation sont tot aussi des cadres favorables pour le développement de ces perceptions «wakhma sa kharit ma wakhla co don ».

CINQUIEME PARTIE : RECOMMANDATIONS

5-1 Comment faire pour atteindre les véritables pauvres dans les différents programmes de développement ?

Depuis plus de dix ans le gouvernement sénégalais en collaboration avec ses partenaires financiers ont mis en place d'importants programmes de lutttes contre la pauvreté. Ces différents sous programmes du programme global de lutte contre la pauvreté visaient tous les secteurs sociaux (santé, éducation, hydraulique, désenclavement, environnement, etc.). L'échec de ces sous programmes est lié entre autre à un manque de coordination au niveau des différentes actions, le détournement des fonds destinés aux différentes cibles. L'élaboration de ce Document de Stratégie de Lutte pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) doit donc tenir compte de ces nombreuses politiques élaborées antérieurement et dont le soubassement présumé est la lutte contre la pauvreté. Les orientations stratégiques doivent dès lors être fixées sur :

-une implication plus directe des populations aux différentes actions à mener au niveau local: Les populations longtemps écartées dans les différentes décisions les concernant sont désormais devenues incontournables surtout dans les politiques de lutte contre la pauvreté. En effet contrairement à ce que pensent certains techniciens ces populations sont des « ignorants qui savent tout » (Cot, 1985). C'est la raison pour laquelle les bailleurs de fonds lient actuellement leurs financements à la forte implication des populations pour lesquelles les aides sont destinés parce que disait une enquêtée dans le quartier populaire de pêcheurs à Saint-Louis, Niit bokhamoul diangorom mounoco fathj (si tu ne connais pas la maladie de l'individu tu ne peux pas le soigner).

-Une priorisation dans les programmes pour mieux répondre aux préoccupations des populations : il est évident que tous les pauvres

n'éprouvent pas le même degré de pauvreté et n'élaborent pas non plus les mêmes stratégies de lutte pour l'éradiquer. C'est pourquoi, il est important de tenir compte de leur appartenance socioéconomique.

En milieu urbain, l'accent doit être mis plus sur l'installation de beaucoup d'infrastructures qui permettront aux populations de travailler et d'avoir de sources de revenu.

En milieu rural, il s'agira de mieux soutenir l'agriculture et de multiplier les points d'eau.

Pour mieux harmoniser ces différentes actions de lutte contre la pauvreté, la cellule régionale de lutte contre la pauvreté et l'ANCAR installées récemment à Saint-Louis pourront servir pour mieux atteindre les cibles de la région.

-une dépolitisation des programmes de lutte contre la pauvreté : la politique a été toujours le premier critère pour cibler les ayant-droits. Ce « clientélisme institutionnalisé » (Dia, 1998) qui consiste à choisir les cibles en fonction de leur appartenance politique ne permet pas d'atteindre les couches les plus pauvres. Et pour éviter que les actions de lutte contre la pauvreté ne soit dévier de ses principales cibles, il est nécessaire d'associer aussi bien au niveau de l'élaboration des programmes que de leur suivi/évaluation et contrôle des consultants et des bureaux d'études privés. L'implication de ces personnes ressources départies de toute idéologie politique permet une plus grande transparence dans les actions de lutte contre la pauvreté. Ce faisant, il sera sûr que les différents programmes parviendront aux destinataires à bon escient.

5-2 RECOMMANDATIONS GENERALES

Les résultats de l'étude ont permis d'identifier les nombreuses potentialités dont dispose la région de Saint-Louis. L'étude a montré également qu'il est bien possible de transformer la région en une « californie » du pays, il suffit

simplement selon les personnes rencontrées de s'y atteler. En effet le véritable décollage de la région passe par une réelle volonté politique.

C'est pourquoi les populations souhaitent que l'Etat à travers la SAED reprenne ses fonctions d'alors d'encadrement et de soutien au niveau de l'agriculture. Les aménagements sont aujourd'hui abandonnés au profit du commerce : les aménagements sont devenus insuffisants du fait de l'augmentation continue des populations, de la cherté des intrants, du taux encore élevé de la banque, etc.

Les produits forestiers comme la gomme arabique, s'ils sont mieux organisés peuvent constituer par les exploitants d'importantes sources de revenus.

Les populations souhaitent également des solutions à leur manque criard d'eau. Les population surtout du diéri (femmes et enfants) n'ont d'autres activités que la recherche de l'eau. Les populations du diéri (jeunes, femmes) font souvent des dizaines de kilomètres pour trouver de l'eau, ce qui les impute toutes autres fonctions domestique. La mobilité de ces populations influe beaucoup sur l'éducation des enfants qui sont utilisés dans la recherche dans cette perpétuelle quête de l'eau.

Et pour faire face à ce problème crucial de l'eau les populations préconisent des adductions d'eau à partir de certains forages, ce qui empêchera d'installer un forage pour chaque village. Le procédé est qu'un forage installé dans un site alimente l'ensemble des villages polarisés jusqu'à un rayon de 7 km.

Dans les recommandations les populations ont souhaité également une solution à la question de l'enclavement. Cet argument est surtout développé par les populations du dandé mayo et de l'île A Morphil qui ont des problèmes d'écoulement de leurs productions et durant l'hivernage ils sont complètement coupés du reste du monde. Des ponts ont toujours été promis à ces populations mais aujourd'hui l'espoir renaît avec le PACIAP qui prévoit un pont

de désenclavement à Médina Ndiatbé qui permettra de décharger celui déjà construit à Ndouloumadji par le PRODAM dans le Matam.

SIXIEME PARTIE :ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

- Akindès Francis, 1995, l'Afrique face à l'Approche libérale des politiques d'ajustement Structurel, CODESRIA
- L'Ajustement en Afrique, Réformes, Résultats et Chemin à parcourir, 1994
- Rapport Banque Mondiale sur les politiques de Développement
- L'Afrique Subsaharienne : De la crise à une croissance durable (Etude prospective à long terme, 1994, Banque Mondiale.
- Plan de Développement de Darou, 2000, PRADEQ
- Plan de développement local de Diamaguène, 2000, PRADEQ
- Plan de développement local de Darou, 2000, PRADEQ
- Plan de développement local de Eaux-claires/Diaminar, 2000
- Rapport introductif au conseil interministériel sur « l'agriculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal ».

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES ENQUETEES

Tableau 6 : les personnes rencontrées

Personnes rencontrées		Fonctions	Zones d'études
Commune de Saint-Louis			
Bâ	Lamine	Responsable PNC	Darou (Saint-Louis)
Cissé	Cheikhou	Gouverneur	Saint-Louis
Diop	Mokhtar	Chef de quartier	Pikine 3
Dramé	Ablaye	DT (SAED)	Saint-Louis
Fall	Khaly	Sociologue (SAED)	-----
Sall	-	DGA (SAED)	-----
Kasnel	Alain	Diapante	-----
Niang	Amadou	Cartographe (SAED)	
Sow	Ousmane	Sociologue ARD	
Thiam	-	CNCAS	
Touré	Sette	DSP	
Warr	Bouna	Directeur ARD	
Commune de Matam			
M. Badiane		ss-brigade hygiène	Matam
M. Mbodj		c.s ss-brigade	Matam
Ndao	M.	service d'hygiène-	Matam
BA	Hamidou	Prefet	Matam
BA		Adjoint au Maire	Matam
SONKO		G R D R	Matam
SOW	Aboubakary	ING Délégué SAED	Matam
SOW	Modou	Anc mbre CA SAED	Matam
KANE	Alassane	SAED DPDR	Matam
Commune de Semmé/CR Haouré			
SECK Cisse	Momar	Sous Préfet	Semmé

DIOP Samba	Maire	Semmé
Ndiaye Mamadou	Chef de poste Médical	Semmé
KANE Baïla	Instituteur	Semmé
DIALLO Boubou Demba	Chef de village	Semmé
DIARRA M	Chef Sect Eaux & Foret	Semmé
KANTE	Adjoint Sous Préfet	Semmé
Commune de Ndioum		
KOME Ibrahima	Secrétaire Municipale	
NDIAYE Amadou	Conseiller Municipal	
DIOP	Directeur Ecole 3	
WANE Souleymane	Infirmier	
SY Deh	Président GIE	
CR Fanaye		
THIAW Moussa	Président Comm. Rurale	
BÂ Aïssatou	Réfugiée Mauritanienne	
DIOUF Maimouna	Monitrice Rurale CER	
DIOP Amadou Bocar n°2	Président AESCUS	
DJIGO F. Alpha	Présidente GIE Fanaye diéry	
DIOP ALY FATY	Présidente Mutuelle FEPRODES	
Gaé		
Abdou Mbodj	Conseiller/producteur	Gaé
Daouda Fall	Grand producteur	Gaé
Fama Guèye	Productrice	Gaé
Adama Diop	Conseillère	Bokhol
Diakhou Diagne	Grande commerçante	Bokhol
Ablaye Bâ	Eleveur	Méry
Mbaye Diagne	-----	-----

LE CALENDRIER DE L'ETUDE

L'étude s'est déroulée en trois phases :

-la phase documentaire et de prise de contact: pour réaliser cette étude l'équipe composée de deux sociologues chercheurs et d'un jeune enquêteur (en année de maîtrise de sociologie) avait jugé nécessaire de passer en revue les différents écrits sur la pauvreté au niveau régional.(2j)

A la suite de deux journées de documentation nous avons rendu visite à certaines personnes ressources pour expliquer l'objet de notre mission et nous entretenir avec elles sur la question de la pauvreté. Nous avons notamment rencontré le Gouverneur, les responsables de la S.A.E.D et certains chefs de services régionaux (DPS, ARD, ACD, ONG, associations, délégués de quartier, etc.). (2 j)

-la phase de terrain, elle s'est déroulée en 3 semaines et a permis de visiter tous les départements de la région à travers les communes et communautés rurales (cf note méthodologique). Durant vingt et un jours, l'équipe a mené sur la base des outils confectionnés, des enquêtes auprès de beaucoup de ménages. (21j)

-la phase dépouillement /rédaction, cette dernière phase était réservée au dépouillement et à la rédaction. (10j)

LES OUTILS UTILISES DANS L'ETUDE

FOCUS-GROUP ET ENTRETIENS INDIVIDUELS

GUIDE D'ENTRETIEN

ARBRE A PROBLEME

MATRICE DES REVENUS ET DES DEPENSES

BIOGRAPHIES

CARTE SOCIALE

PROFIL INSTITUTIONNEL

**ETUDES DE CAS DES EXPERIENCES REUSSIES DE LUTTE CONTRE LA
PAUVRETE**

ANALYSE CONTEXTUELLE

LISTE DES ENCADRES

- Encadré n°1 : les fonctions de départ de la SAED**
- Encadré n°2 Histoire de vie d'un père de famille pauvre**
- Encadré n°3 récit de vie d'un déçu de l'école**
- Encadré n°4 recit de vie d'un producteur/ancien membre du CA de la SAED**
- Encadré n°5 Histoire de vie d'un ancien travailleur de la CSS ayant basculé dans la pauvreté**
- Encadré n°6 Le basculement d'une famille dans la pauvreté à la suite du décès du père de famille (R. L. 40 ans)**
- Encadré n° 7 : récit de vie d'une femme dont le mari a coupé les ponts depuis quelques années.**
- Encadré n° 8 Histoire de vie d'un déflaté de la SAED**
- Encadré n°9, récit de vie d'un enseignant/guérisseur à Ndioum**
- Encadré n° 10 histoire de vie d'une femme victime d'un divorce**
- Encadré n°11 histoire de vie qui montre comment la commune de Matam a basculé dans la pauvreté**
- Encadré n°12 Mode de vie et ajustement dans un village très pauvres**
- Encadré n°13 récit de vie d'un casté qui utilise son statut social comme moyen d'ajustement à la crise**
- Encadré n°14 pour une meilleure explication des fonctions de la SAED dans la vallée**
- Encadré n° 15 : histoire de vie d'un jeune émigré victime des survivances de certaines coutumes dans son village**

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau n°1 : les communes enquêtées**
- Tableau n°2 : les communautés rurales enquêtées**
- Tableau n°3 Sémiologies relatives aux ménages et aux ménages aisés**
- Tableau n°4 Sémiologies pour catégoriser les ménages**
- Tableau n°5 Sémiologies utilisées par les différentes catégories sociales**
- Tableau n°6 : les personnes rencontrées**